

## ARRÊTÉ

### **accordant un permis de construire valant autorisation de création d'un établissement recevant du Public au nom de la commune de Sanguinet**

#### **Le Maire de la Commune de Sanguinet**

VU la demande de permis de construire valant création d'un établissement recevant du Public présentée le 05/11/2025 par Mairie de Sanguinet, demeurant 1 Place de la Mairie 40460 SANGUINET ;

VU l'affichage du dépôt en mairie en date du 06/11/2025 ;

VU l'objet de la demande :

- Pour un projet de Réhabilitation d'un bâtiment pour aménagement de salles pour les associations et création d'une école de musique – modifications de façades
- sur un terrain situé 47 Avenue des Grands Lacs à Sanguinet (40460) ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

VU l'article R425-15 du Code de l'Urbanisme, selon lequel, lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SANGUINET approuvé en date du 06/06/2019 ;

VU la modification approuvée en date du 30/01/2024 ;

VU le zonage UCa du Plan Local d'Urbanisme ;

VU l'avis Favorable de Communauté de Communes des Grands Lacs - Service voirie en date du 03/12/2025 ;

VU l'avis Favorable avec réserve du Conseil Départemental des Landes - UTD Morcenx en date du 26/11/2025 ;

VU l'avis Favorable de la Communauté de Communes des Grands Lacs - Service eau, en date du 24/11/2025 ;

VU l'avis Favorable de la Communauté de Communes des Grands Lacs - Service assainissement, en date du 24/11/2025 ;

VU l'avis Favorable de ENEDIS en date du 27/11/2025 ;

VU l'avis favorable avec réserves de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 16/12/2025,

VU les avis, sans étude du dossier, de la sous-commission départementale de sécurité ERP en date du 09/12/2025 ;

## ARRÊTE

## Article 1

Le présent Permis de Construire valant autorisation de création d'un établissement recevant du Public est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées aux articles suivants.

## Article 2

### DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

Le projet tiendra compte des mesures énoncées dans la notice de sécurité et devra répondre aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5ème catégorie.

## Article 3

### DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE

Les prescriptions émises dans le rapport d'accessibilité annexé à l'avis de la sous-commission d'accessibilité, seront rigoureusement respectées par le pétitionnaire.

Sanguinet, le 05 JAN. 2026  
Pour le Maire,  
l'adjoint délégué

Sébastien NOAILLES



**NOTA BENE** : La présente autorisation est potentiellement soumise au paiement d'une taxe d'aménagement et d'une redevance d'archéologie préventive.

Elles seront exigibles à la date d'achèvement des opérations imposables (date à laquelle la construction est habitable ou utilisable) en application de l'article 1406 du code général des impôts.

Le bénéficiaire devra déclarer les caractéristiques de son bien dans les 90 jours de son achèvement sur le service "gérer mes biens immobiliers" disponible sur l'espace sécurisé [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

**Information** : Obligations légales de débroussaillage prévues par le code forestier (articles L131-1 à L136-1), les propriétaires des habitations ainsi que les gestionnaires des constructions ou installations de toute nature, doivent **débroussailler et maintenir en état débroussaillé une zone d'une largeur de 50 m autour de leurs habitations ou constructions** ainsi qu'une bande de 10 mètres de largeur de part et d'autre des voies d'accès privées. Pour savoir si vous êtes concerné par l'obligation légale de débroussaillage, vous pouvez contacter la mairie, la préfecture ou vous rendre sur [feux-foret.gouv.fr](https://feux-foret.gouv.fr), où vous trouverez toutes les informations utiles.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.**

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

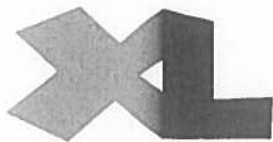
**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



Département  
des Landes

Direction Générale Adjointe  
Transitions Écologique, Énergétique et Mobilités

AGENCE DEPARTEMENTALE D'AIDE AUX  
COLLECTIVITES LOCALES

175, place de la caserne Bosquet  
BP 30069

Unité Territoriale Départementale de MORCENX

40002 MONT DE MARSAN CEDEX

Réf. : URB 140 PC 040 287 25 00043  
Dossier suivi par R. DUVERGER

Le 26 novembre 2025

**Objet :** Commune de SANGUINET, PC 040 287 25 00043, déposé par la MAIRIE de SANGUINET, pour la réhabilitation de l'école en bâtiment associatif du projet Cœur de Village 2, sur un terrain cadastré section AA parcelle n°103, votre demande d'avis du 06/11/2025.

Le terrain objet de la présente demande borde directement la RD 652, classée en 2ème catégorie, en agglomération de SANGUINET.

Ce terrain est desservi par un accès direct existant à la RD652 via des parkings.

En application de l'article 15 du règlement de voirie départemental, tout nouvel accès individuel direct à une nouvelle construction sur une RD classée en 1ère, 2ème, 3ème ou 4ème catégorie, en agglomération est autorisé sous réserves des conditions de sécurité à appréhender.

Cette demande de permis ne modifie pas les conditions de desserte du terrain.

Pour tout aménagement de l'accès existant, le pétitionnaire devra déposer une demande de permission de voirie avant le commencement de travaux.

J'émetts un avis favorable pour la desserte de ce terrain par l'accès direct existant, sous réserve que les prescriptions citées plus haut soient respectées.

Stéphane BOIDIN  
Adjoint au Responsable de l'Unité Territoriale

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

41, avenue Nelson Gaston  
B.P. 21 - 40110 Morcenx la Nouvelle  
téléphone : 05.58.07.80.35  
courriel : utdmorcenx@landes

landes.fr

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





29 avenue Léopold Darmuzey

40160 Parentis-en-Born

[www.ccgrandslacs.fr](http://www.ccgrandslacs.fr)

## AVIS SUR LA DESSERTE EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

<b>DEMANDE INSTRUCTION</b>	Arrivée le : 06/11/2025
	Renvoyée le : 24/11/2025
Demandeur : MAIRIE DE SANGUINET	
Adresse : 1 place de la Mairie – 404060 SANGUINET	
PROJET : PC 040 287 25 00043	
Commune : SANGUINET	Parcelle(s) : AA103
Adresse : 47 avenue des Grands Lacs	
<input checked="" type="checkbox"/> Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry.	

### DESSERTE EN EAU POTABLE

#### Réseau existant

Diamètre : 90

Matériau : PVC

Présent au droit de la parcelle : ☒ oui ☐ non

Voie : avenue des Grands Lacs

☒ domaine public

☐ domaine privé

Capacité du réseau :

☒ suffisante

☐ insuffisante

DN de renforcement préconisé :

#### Modalités de raccordement

La (les) parcelle(s) peut être directement desservie par le réseau d'eau potable existant	La (les) parcelle(s) ne peut être desservie qu'après :
OUI <input checked="" type="checkbox"/>	Extension <input type="checkbox"/>
NON <input type="checkbox"/>	Renforcement <input type="checkbox"/>
	linéaire :            diamètre :

#### Remarques et précisions :

À 64 m du Poteau Incendie N° PA64 Débit (1b) = 95 m3/h

### RACCORDEMENT A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

#### Réseau existant

Diamètre : 200

Matériau : PVC

Présent au droit de la parcelle : ☒ oui ☐ non

Voie : avenue des Grands Lacs

☒ domaine public

☐ domaine privé

Capacité du réseau :

☒ suffisante

☐ insuffisante

DN de renforcement préconisé :

#### Modalités de raccordement :

La (les) parcelle(s) peut être desservie par le réseau existant	La (les) parcelle(s) ne peut être desservie qu'après :
OUI <input checked="" type="checkbox"/>	Extension <input type="checkbox"/>
NON <input type="checkbox"/>	Renforcement <input type="checkbox"/>
Poste de relevage privée :	linéaire :            diamètre :
OUI <input type="checkbox"/>	VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À
NON <input checked="" type="checkbox"/>	MON ARRÊTÉ EN DATE DU

5 JAN. 2026  
L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





29 avenue Léopold Darmuzey

40160 Parentis-en-Born

[www.ccgrandslacs.fr](http://www.ccgrandslacs.fr)

## AVIS SUR LA DESSERTE EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

**Avis :** Favorable ☒ Favorable avec prescriptions ☐ Favorable avec réserves ☐ Défavorable ☐

Plan Joint ☒

La CCGL

Date : 24/11/2025

Visa : CLAVERIE Béatrice



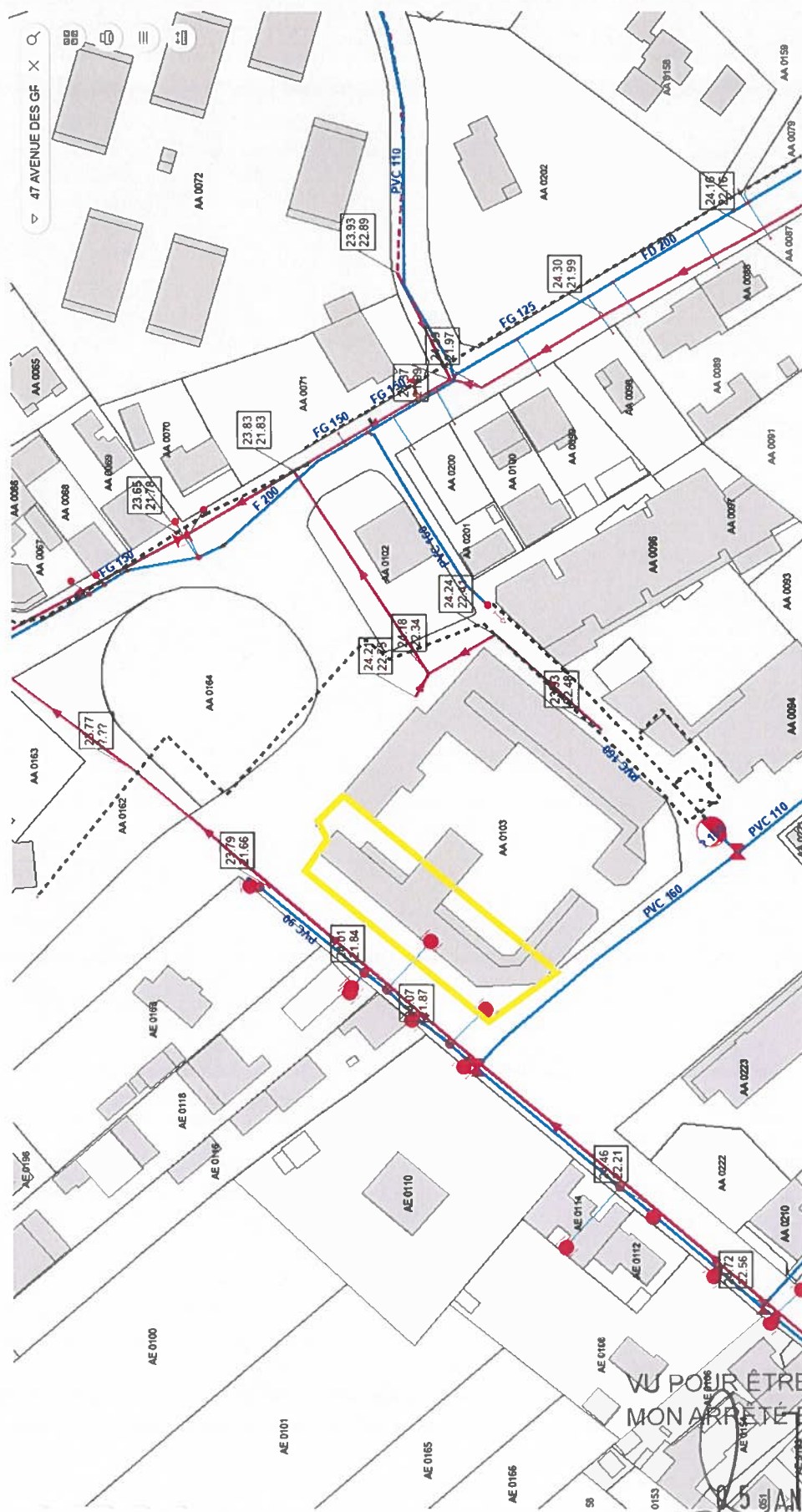
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles







VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Autorisations Urbanisme-Pyrenees&Landes

Mairie de SANGUINET  
01 Place de la Mairie  
40460 SANGUINET

Téléphone : 09.69.32.18.99  
Télécopie :  
Courriel : cuau-pyl@enedis.fr  
Interlocuteur : AMANE Majda

Objet : **Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme**

BAYONNE, le 27/11/2025

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'autorisation d'urbanisme PC0402872500043 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : 47, Avenue des Grands Lacs  
40460 SANGUINET  
Référence cadastrale : Section AA , Parcelle n° 0103  
Nom du demandeur : Mairie de Sanguinet

Compte tenu des informations reçues concernant ce projet et sans précision particulière de votre part, nous avons considéré que ce projet n'a pas d'impact sur l'alimentation électrique. Par conséquent, aucune intervention n'est nécessaire sur le réseau public de distribution d'électricité.

Cette réponse reste valable sur la base des hypothèses précédentes pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme..

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

**Majda AMANE**  
Votre conseiller

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





Bureau accessibilité et qualité de la construction  
Pôle accessibilité

Affaire suivie par François CLARIA  
Responsable de pôle  
Tél : 05 58 51 30 99  
Mél : ddtm-sch-baqc-pa@landes.gouv.fr

**COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE  
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE**

**sous-commission départementale d'accessibilité  
Réunion du mardi 16 décembre 2025**

**RAPPORT D'ETUDE DU DOSSIER**

**Textes de référence**

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 164-1 à R. 164-6 (existant) ;  
Arrêté du 8 décembre 2014 modifié par arrêtés du 28 avril 2017 et du 27 février 2019 ;  
Arrêté du 15 décembre 2014 modifié ;

**DOSSIER N° AT 040 287 25 O 0043**  
**N° urbanisme : PC 040 287 25 O 0043**

**Commune : SANGUINET**

**Demandeur : COMMUNE DE SANGUINET représenté(e) par M LAINE Fabien**

**Adresse du demandeur : 1 place de la Mairie 40460 SANGUINET**

**Nom établissement : ECOLE DE MUSIQUE**

**Adresse des travaux : 47 avenue des Grands Lacs 40460 SANGUINET**

**Nature des travaux :**

réhabilitation, création de volumes, travaux d'aménagement

Aménagement d'une école de musique et de salles polyvalentes dans un bâtiment existant avec étage partiel

Type : R Etablissements d'enseignement, colonies de vacances / **Catégorie ERP : 5**

**Demande de dérogation : non**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## Plan projet modifié du 10-12-2025

### **DESCRIPTIF DES TRAVAUX**

Le projet concerne la réhabilitation du bâtiment Jules Ferry

Salles associatives – Polyvalente (Bâtiment A)

Ecole de musique avec étage (Bâtiment B)

Salle Associative – Polyvalente (Bâtiment C)

Le cheminement extérieur comporte sur toute sa longueur un repère continu, tactile pour le guidage à l'aide d'une canne blanche, et visuellement contrasté par rapport à son environnement pour faciliter le guidage des personnes malvoyantes.

- Une pente inférieure à 5 % sur une longueur de 7,60m
- La largeur de la rampe est de 1,98m libre de tout obstacle afin de faciliter les croisements
- Le dévers sera inférieur ou égal à 2%.
- Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est nécessaire en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur.
- Le sol ou le revêtement de sol du cheminement accessible est non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue.
- Les trous et fentes situés dans le sol du cheminement ont une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2cm.
- Le cheminement est libre de tout obstacle.
- Concernant les 2 marches isolées situés devant le bâtiment B :
  - elles seront contrastées de leur environnement immédiat.
  - Une bande d'appel de vigilance sera contrastée tactilement et visuellement et sera positionnée à 50cm de la première marche en partie haute
  - les nez-de-marches contrastés sur une largeur de 3cm minimum
  - les contremarches contrastées sur une hauteur de 10cm minimum

#### Accès aux bâtiments

- Le niveau d'accès principal au bâtiment pour les occupants et les visiteurs est accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible existant
- L'accès est horizontal et sans ressaut
- l'entrée principale du bâtiment est facilement repérable et détectable par des éléments architecturaux ou par un traitement utilisant des matériaux différents ou visuellement contrastés.
- Les systèmes de communication entre le public et le personnel ainsi que les dispositifs de commande manuelle mis à la disposition du public répondent aux exigences suivantes :
  - ils sont situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ;
  - ils sont situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m ;
  - ils sont repérables et détectables
  - Le système d'ouverture des portes est utilisable en position « debout » comme en position « assis ».

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



- Accueil du public

- Lorsque des usages tels que lire, écrire ou utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes :
  - une hauteur maximale de 0,80 m ;
  - un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.

Les circulations intérieures horizontales respecteront :

- largeur minimale de 1,40 m
- pas de pente au niveau de la circulation

Escalier de l'école de musique

- En haut de l'escalier et sur chaque palier intermédiaire,
- un revêtement de sol permet l'éveil à la vigilance à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile.
- La première et la dernière marche sont pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 0,10m, visuellement contrastée par rapport à la marche sur au moins 0,10m de hauteur.
- Les nez de marches répondent aux exigences suivantes : être contrastés visuellement par rapport au reste de l'escalier sur au moins 3cm en horizontal et être non glissants.
- Les mains courantes répondront aux exigences suivantes
  - être située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m mesurée depuis le nez de marche.
  - se prolonger horizontalement de la longueur d'une marche d'un giron au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales ;
  - être continue, rigide et facilement préhensible.
  - être différenciée de la paroi support grâce à un éclairage particulier ou un contraste visuel

Pas d'ascenseur pour l'école de musique : effectif public de l'étage < 50 personnes et toutes les prestations sont assurées au rez-de-chaussée,

L'aire d'absorption équivalente des revêtements et éléments absorbants représente au moins 25% de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public,

Portes et sas

- Pour les portes à 2 vantaux la largeur nominale minimale du vantail couramment utilisé est de 0,90 m, correspondant à une largeur de passage utile de 0,83 m,
- La largeur minimale des portes sera de 0,90 m,
- Les poignées des portes seront facilement préhensibles et manœuvrables,
- L'extrémité des poignées de portes sera située à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de paroi,

Dispositifs de commande et de service

- Hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de paroi ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



### Sanitaire école de musique

- Il comportera, en dehors du débâtement de porte, un espace d'usage accessible (0,80 m x 1,30) m à une personne en fauteuil roulant situé latéralement par rapport à la cuvette.
- Il comportera un espace de manœuvre de 1,50 m de diamètre avec possibilité de demi-tour situé à l'intérieur du cabinet
- Il présentera les caractéristiques suivantes :
  - un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré
  - un lave-mains dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois;
  - la surface d'assise de la cuvette située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus
  - une barre d'appui latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage.
  - La barre est située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permettent à un adulte de prendre appui de tout son poids ;
  - la distance entre l'axe de la cuvette et la barre d'appui est comprise entre 0,40 m et 0,45 m.
  - un lavabo accessible présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.

Les sorties ne présenteront pas de confusion avec les issues de secours

### Eclairage

- 200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office ;
- 100 lux pour les circulations intérieures horizontales ;
- 20 lux pour le cheminement extérieur
- 150 lux pour l'escalier et équipement mobile.

### **RECOMMANDATION**

- il serait souhaitable que les contrastes visuels aient un taux de 70% minimum y compris les bandes de vitrophanie des parties vitrées,

### **PRESCRIPTIONS**

- Contraster visuellement les portes ou leurs encadrements et leur dispositif d'ouverture par rapport à leur environnement,
- Assurer et contraster le repérage visuel des parties vitrées,
- Contraster les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service par rapport à leur environnement (y compris dans les sanitaires),
- Prévoir les éléments de signalisation et d'information compréhensibles, de hauteur suffisante et contrastés pour être visibles et lisibles,
- Prévoir des revêtements de sol non meubles, non glissants et ne présentant pas de gêne visuelle,
- Assurer un effort d'ouverture de porte de 50N maximum,
- 

MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



- Mettre à disposition du public un registre d'accessibilité dans l'ERP.  
Un modèle de registre est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>.
- Transmettre à la mairie dans le mois suivant l'achèvement des travaux, une attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées réalisée par un organisme de contrôle technique ou un architecte différent de celui qui a signé la demande de permis de construire.

**Le projet devra être en tout point conforme aux prescriptions et à la réglementation applicable citées ci-dessus.**

NOTA : Vous souhaitez informer votre clientèle sur l'accessibilité de votre établissement et de votre envie d'accueillir tous les publics :  
Prenez 5 minutes pour renseigner la plateforme citoyenne nationale gratuite \*Acceslibre\* (<https://acceslibre.beta.gouv.fr/>) et rendre ainsi la société plus inclusive.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Bureau accessibilité et qualité de la construction  
Pôle accessibilité

Affaire suivie par François CLARIA  
Responsable de pôle  
Tél : 05 58 51 30 99  
Mél : ddtm-sch-baqc-pa@landes.gouv.fr

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE  
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

**sous-commission départementale d'accessibilité  
Réunion du mardi 16 décembre 2025**

**AVIS DE LA SCDA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES**

**Procès-verbal de la réunion**

**Textes de référence**

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 164-1 à R. 164-6 (existant) ;  
Arrêté du 8 décembre 2014 modifié par arrêtés du 28 avril 2017 et du 27 février 2019 ;  
Arrêté du 15 décembre 2014 modifié ;

**DOSSIER N° AT 040 287 25 O 0043**  
**N° urbanisme : PC 040 287 25 O 0043**

**Commune : SANGUINET**

**Demandeur : COMMUNE DE SANGUINET représenté(e) par M LAINE Fabien**

**Adresse du demandeur : 1 place de la Mairie 40460 SANGUINET**

**Nom établissement : ECOLE DE MUSIQUE**

**Adresse des travaux : 47 avenue des Grands Lacs 40460 SANGUINET**

**Nature des travaux :**

réhabilitation, création de volumes, travaux d'aménagement  
Aménagement d'une école de musique et de salles polyvalentes dans un bâtiment existant avec étage partiel

Type : R Etablissements d'enseignement, colonies de vacances / **Catégorie ERP 5**

**Demande de dérogation : non**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026



**Membres de la sous-commission présents et ayant donné un avis :**

Mme ROBINE Alexandra, présidente de la sous-commission,  
M. CLARIA François, représentant de la directrice départementale des territoires et de la mer,  
Mme BERNADET Sylvie, représentante d'association de personnes handicapées,  
Mme GALMIER-GAURAN Nadine, représentante d'association de personnes handicapées,  
ayant reçu mandat de M. DUBARRY Dominique, représentant d'association de personnes handicapées  
Mme GALMIER-GAURAN Nadine, représentante d'association de personnes handicapées,

**Membre ayant fait parvenir un avis écrit :**

M. le maire de Sanguinet

**Proposition à la sous-commission :** favorable

**PRESCRIPTIONS**

- Contraster visuellement les portes ou leurs encadrements et leur dispositif d'ouverture par rapport à leur environnement,
- Assurer et contraster le repérage visuel des parties vitrées,
- Contraster les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service par rapport à leur environnement (y compris dans les sanitaires),
- Prévoir les éléments de signalisation et d'information compréhensibles, de hauteur suffisante et contrastés pour être visibles et lisibles,
- Prévoir des revêtements de sol non meubles, non glissants et ne présentant pas de gêne visuelle,
- Assurer un effort d'ouverture de porte de 50N maximum,
- Mettre à disposition du public un registre d'accessibilité dans l'ERP.

Un modèle de registre est téléchargeable à l'adresse suivante :  
<https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>.


- Transmettre à la mairie dans le mois suivant l'achèvement des travaux, une attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées réalisée par un organisme de contrôle technique ou un architecte différent de celui qui a signé la demande de permis de construire.

**AVIS DE LA COMMISSION**

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions énumérées ci-dessus.

A MONT DE MARSAN, le mardi 16 décembre 2025

La présidente de la sous-commission  
départementale d'accessibilité



Mme Alexandra ROBINE

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





## PRÉFET DES LANDES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PREFECTURE DES LANDES  
Secrétariat de la sous-commission  
départementale de sécurité ERP

SDIS des Landes,  
Service Prévention,  
40001 MONT-DE-MARSAN CEDEX  
Tel : 05-58-51-57-19  
Mél : [prevention.departementale@sdis40.fr](mailto:prevention.departementale@sdis40.fr)

Colonel Eric DUVERGER  
Directeur Départemental  
du Service d'Incendie et de Secours des Landes

à

SERVICE ADS A.D.A.C.L 40  
175 Place de la caserne Bosquet BP 30069 lieu dit  
Maison des Communes  
40000 MONT DE MARSAN

### Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.

Le 09/12/2025 à MONT-DE-MARSAN

N/réf : 2025-004370  
Etablissement : BATIMENT A - SALLE JULES FERRY  
Commune : SANGUINET  
Opération : Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry  
OBJET : retour sans étude du dossier référencé **PC 287 25 00043**.  
N° ERP : E-287-00316-000

Vous avez sollicité la sous-commission départementale de sécurité pour avis sur le projet rappelé ci-dessus.

Cet établissement répond aux caractéristiques d'un établissement de 5<sup>ème</sup> catégorie. En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et notamment de l'article R.143-38, il peut être ouvert au public sans demande d'autorisation et sans déclaration préalable. La consultation de la sous-commission départementale de sécurité n'est donc pas exigée.

Devant le nombre important de demandes, la Commission Consultative Départementale de Sécurité (CCDSA) a donné, en date du 27.04.2023 et du 28.01.2025, la priorité aux établissements recevant du public (ERP) des quatre premières catégories, des ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie comportant des locaux à sommeil, et ceux présentant un risque particulier justifié. La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP n'étudiera donc plus l'ensemble des dossiers de 5<sup>ème</sup> catégorie.

**Je vous retourne donc ce dossier sans étude et sans avis ; il fera simplement l'objet d'un enregistrement et d'un classement lors de la prochaine sous-commission départementale de sécurité.**

Vous pourrez toutefois rappeler au porteur du projet que ce dernier devra appliquer les mesures énoncées dans la notice de sécurité et répondre aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie;

Si le maire de la commune souhaite néanmoins soumettre ce dossier à l'appréciation de la commission de sécurité compétente, la demande devra être justifiée et motivée en précisant les principaux manquements constatés en termes de sécurité.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur Départemental SDIS 40,  
Le Chef du Service Prévention,  
Commandant Bruno BOUDENNE

Chef du Groupement Prévention  
& de Gestion des Risques du SDIS des Landes



## PRÉFET DES LANDES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PREFECTURE DES LANDES  
Secrétariat de la sous-commission  
départementale de sécurité ERP

SDIS des Landes,  
Service Prévention,  
40001 MONT-DE-MARSAN CEDEX  
Tel : 05-58-51-57-19  
Mél : [prevention.departementale@sdis40.fr](mailto:prevention.departementale@sdis40.fr)

Colonel Eric DUVERGER  
Directeur Départemental  
du Service d'Incendie et de Secours des Landes

à

SERVICE ADS A.D.A.C.L 40  
175 Place de la caserne Bosquet BP 30069 lieu dit  
Maison des Communes  
40000 MONT DE MARSAN

### Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.

Le 09/12/2025 à MONT-DE-MARSAN

N/réf : 2025-004371  
Etablissement : BATIMENT B - SALLE JULES FERRY  
Commune : SANGUINET  
Opération : Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry  
OBJET : retour sans étude du dossier référencé **PC 287 25 00043**.  
N° ERP : E-287-00317-000

Vous avez sollicité la sous-commission départementale de sécurité pour avis sur le projet rappelé ci-dessus.

Cet établissement répond aux caractéristiques d'un établissement de 5<sup>ème</sup> catégorie. En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et notamment de l'article R.143-38, il peut être ouvert au public sans demande d'autorisation et sans déclaration préalable. La consultation de la sous-commission départementale de sécurité n'est donc pas exigée.

Devant le nombre important de demandes, la Commission Consultative Départementale de Sécurité (CCDSA) a donné, en date du 27.04.2023 et du 28.01.2025, la priorité aux établissements recevant du public (ERP) des quatre premières catégories, des ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie comportant des locaux à sommeil, et ceux présentant un risque particulier justifié. La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP n'étudiera donc plus l'ensemble des dossiers de 5<sup>ème</sup> catégorie.

**Je vous retourne donc ce dossier sans étude et sans avis ; il fera simplement l'objet d'un enregistrement et d'un classement lors de la prochaine sous-commission départementale de sécurité.**

Vous pourrez toutefois rappeler au porteur du projet que ce dernier devra appliquer les mesures énoncées dans la notice de sécurité et répondre aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie;

Si le maire de la commune souhaite néanmoins soumettre ce dossier à l'appréciation de la commission de sécurité compétente, la demande devra être justifiée et motivée en précisant les principaux manquements constatés en termes de sécurité.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur Départemental SDIS 40,  
Le Chef du Service Prévention,  
Commandant Bruno BOUDENNE

*[Signature]*  
Chef du Groupement Prévention  
& de Gestion des Risques du SDIS des Landes



## PRÉFET DES LANDES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PREFECTURE DES LANDES  
Secrétariat de la sous-commission  
départementale de sécurité ERP

SDIS des Landes,  
Service Prévention,  
40001 MONT-DE-MARSAN CEDEX  
Tel : 05-58-51-57-19  
Mél : [prevention.departementale@sdis40.fr](mailto:prevention.departementale@sdis40.fr)

Colonel Eric DUVERGER  
Directeur Départemental  
du Service d'Incendie et de Secours des Landes

à

SERVICE ADS A.D.A.C.L 40  
175 Place de la caserne Bosquet BP 30069 lieu dit  
Maison des Communes  
40000 MONT DE MARSAN

### Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.

Le 09/12/2025 à MONT-DE-MARSAN

N/réf : 2025-004372  
Etablissement : BATIMENT B - ECOLE DE MUSIQUE JULES FERRY  
Commune : SANGUINET  
Opération : Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry  
OBJET : retour sans étude du dossier référencé **PC 287 25 00043**.  
N° ERP : E-287-00318-000

Vous avez sollicité la sous-commission départementale de sécurité pour avis sur le projet rappelé ci-dessus.

Cet établissement répond aux caractéristiques d'un établissement de 5<sup>ème</sup> catégorie. En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et notamment de l'article R.143-38, il peut être ouvert au public sans demande d'autorisation et sans déclaration préalable. La consultation de la sous-commission départementale de sécurité n'est donc pas exigée.

Devant le nombre important de demandes, la Commission Consultative Départementale de Sécurité (CCDSA) a donné, en date du 27.04.2023 et du 28.01.2025, la priorité aux établissements recevant du public (ERP) des quatre premières catégories, des ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie comportant des locaux à sommeil, et ceux présentant un risque particulier justifié. La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP n'étudiera donc plus l'ensemble des dossiers de 5<sup>ème</sup> catégorie.

**Je vous retourne donc ce dossier sans étude et sans avis ; il fera simplement l'objet d'un enregistrement et d'un classement lors de la prochaine sous-commission départementale de sécurité.**

Vous pourrez toutefois rappeler au porteur du projet que ce dernier devra appliquer les mesures énoncées dans la notice de sécurité et répondre aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie;

Si le maire de la commune souhaite néanmoins soumettre ce dossier à l'appréciation de la commission de sécurité compétente, la demande devra être justifiée et motivée en précisant les principaux manquements constatés en termes de sécurité.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Le Préfet,  
Par délégation,  
Le Directeur Départemental SDIS 40,  
Le Chef du Service Prévention,  
Commandant Bruno BOUDENNE

Chef du Groupement Prévention  
& de Gestion des Risques du SDIS des Landes

## Demande de Permis de construire

### Autre permis de construire

#### Identité du ou des demandeurs

Identité : [Dénomination] Mairie de Sanguinet - [Raison sociale] Collectivité territoriale  
commune

Numéro professionnel (SIRET) : 21400287500018

Adresse email : operations@sanguinet.fr

Type de société :

Indicatif si pays  
étranger :

Représentant : Monsieur LAINE Fabien

Téléphone : 0558821182

Adresse : 1 Place de la Mairie 40460  
SANGUINET

Pays : France

Complément d'adresse : (Code INSEE 40287)

Division  
territoriale :

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### Le terrain

##### Adresse du (ou des) terrain(s)

Adresse :

47 Avenue des Grands Lacs 40460  
Sanguinet

Complément d'adresse :

(Code INSEE 40287)

Superficie totale du terrain (m²) : 750

##### Situation du terrain

☐ Ma demande porte sur le domaine public

##### Références cadastrales

Préfixe	Section	Numéro	Surface (m²)	Observation	Partielle
0	AA	103	750		Non

##### Situation juridique du terrain

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? :

Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? :

Non

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? :

Non

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbaine) ? :

Non

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P.) ? :

Non

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N.) ? :

Non

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation :

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



#### À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

##### Architecte

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire

Identité :	[Dénomination] Mathieu Sommier architecte - [Raison sociale] Mathieu Sommier architecte	Numéro professionnel (SIRET) :	00705940200024
Représentant :	Monsieur SOMMIER Mathieu	Type de société :	
Adresse :	374 Allée du Pescadou 40460 SANGUINET	Téléphone :	0672746032
Complément d'adresse :	(Code INSEE 40287)	Télécopie :	
		Adresse email :	architecte@mathieusommier.fr
N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes :	081490PC000714981		
Conseil régional de l'ordre de :	Aquitaine		

#### Nature du projet envisagé

- ☐ Nouvelle construction
- ☒ Travaux sur construction existante
- ☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry situé à Sanguinet (40460). Cet édifice accueillait précédemment une école maternelle. Il abriter désormais deux fonctions : • Equipement associatif polyvalent : Quatre salles dédiées aux associations locales; • Une école de musique municipale située dans le corps central de l'édifice. Les façades extérieures seront rénovées et les menuiseries seront changées.

Votre projet porte sur une installation agrivoltaïque :

Non

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet :

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol ou d'ombrières photovoltaïque, indiquez sa puissance crête kW :

Indiquez la destination de l'énergie produite :

#### Informations complémentaires

Nombre total de logements créés : 0

dont individuels :

dont collectifs :

#### Répartition du nombre total de logements créés par type de financement

Logement Locatif Social :

Accession Sociale (hors PTZ) :

Prêt à taux zéro (PTZ) :

Autres financements :

#### Mode d'utilisation principale des logements

Mode d'utilisation principale :

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

#### Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, précisions

☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐ Autres annexes à l'habitation

Précisez :

#### Répartition du nombre de logements créés par type de résidence

Résidence pour personnes âgées :

Résidence pour étudiants :

Résidence de tourisme :

Résidence hôtelière à vocation sociale :

Résidence sociale :

Résidence pour personnes handicapées :

Autres :

Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





1 pièce :   
2 pièces :   
3 pièces :   
4 pièces :   
5 pièces :   
6 pièces et plus :

**Nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé**

Au dessus du sol :

Au dessous du sol :

**Les travaux comprennent notamment**

☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires

**Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif**

☐ Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale ☐ Ouvrage spécial ☐ Santé ☒ Culture et loisir

**Construction périodiquement démontée et ré-installée**

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

**Emprise au sol**

Emprise au sol avant travaux (en m²) : 561

Emprise au sol créée (en m²) : 9

Emprise au sol supprimée (en m²) : 0

**Stationnement**

Nombre de places avant réalisation du projet : 0

Nombre de places après réalisation du projet : 0

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement

Numéro :

Voie :

Lieu dit :

Code postal :

Commune :

Adresse 2 des aires de stationnement

Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Code postal :

Commune :

Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement (m²) :

Surface bâtie (m²) :

**Pour les commerces et cinémas**

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) :

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Destinations	Sous-destinations	Surface existante avant travaux	Surface créée	Surface créée par changement de destination	Surface supprimée	Surface supprimée par changement de destination	Surface totale
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
Exploitation agricole et forestière	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
Habitation	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
Commerce et activités de service	Restauration						
Commerce et activités de service	Commerce de gros						
Commerce et activités de service	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
Commerce et activités de service	Cinéma						
Commerce et activités de service	Hotels						
Commerce et activités de service	Autres hébergement touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	421,8	0	0	40,35	381,45	0
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Salles d'art et de spectacles						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Équipements sportifs						

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Destinations	Sous-destinations	Surface existante avant travaux	Surface créée	Surface créée par changement de destination	Surface supprimée	Surface supprimée par changement de destination	Surface totale
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Autres équipements recevant du public	0	0	381,45	0	0	381,45
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Lieux de culte						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Entrepôt						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Bureau						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Centre de congrès et d'exposition						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Cuisine dédiée à la vente en ligne						
Surfaces totales (m²)		421,8	0	381,45	40,35	381,45	381,45

### À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

Votre projet nécessite-t-il des démolitions ? : Non

Type de démolition : \_\_\_\_\_

Veuillez décrire les travaux qui seront effectués :

Nombre de logements démolis : \_\_\_\_\_

Date approximative à laquelle le(s) bâtiment(s) dont la démolition est envisagée a(ont) été construit(s) : \_\_\_\_\_

### Participation pour voirie et réseaux

Le propriétaire ou le bénéficiaire de la promesse de vente est-il différent du demandeur ? : Non  
**VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A MON ARRÊTÉ EN DATE DU**

### Informations pour l'application d'une législation connexe

#### Nature des travaux envisagés

Porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA) soumis à déclaration Loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement : Non  
 L'adjoint délégué,  
 Sébastien Noailles

Porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement : Non

Fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées) : Non

Porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement : Non



relève de l'article L. 652-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne) :

A déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme :

Précisez laquelle : \_\_\_\_\_

Est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L. 712-3 du code de l'énergie :

Si votre projet relève du II de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation :

Se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable :

Se situe dans les abords d'un monument historique :

Porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :

Si votre projet se situe dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement :

Non

Non

Non

Non

Non

Non

Non

## Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Code	Description	Fichiers
PC01	Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-0.pdf PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-1.pdf PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-3.pdf
PC02	Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-4.pdf
PC03	Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-7.pdf
PC04	Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-2.pdf
PC05	Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-8.pdf PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-9.pdf PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-10.pdf
PC06	Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme]	PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-11.pdf
PC07	Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme]	PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-12.pdf
PC08	Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme]	PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-12.pdf

## Pièces obligatoires complémentaires à joindre selon la nature ou la situation du projet

Code	Description	Fichiers
<b>Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP)</b>		
PC39	Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu aux articles R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-5.pdf PC - Pièces graphiques - JULES FERRY-6.pdf PC - Notice Accessibilité - JULES FERRY.pdf
PC40	Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	PC - Notice sécurité incendie - JULES FERRY-7.pdf PC - Déclaration de conformité ERP - JULES FERRY-8.pdf PC - Cerfa imprimé PC39-40 Dossier spéci.pdf

## Engagement du déclarant

☒ J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation

☒ Je certifie que les informations fournies sont exactes et signe électroniquement les documents

Je suis informé(e) qu'une déclaration devra impérativement être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du code général des impôts) pour les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er septembre 2022 en vue du calcul des impôts fonciers et des taxes d'urbanisme, à partir de mon parcours déclaratif sur le service en ligne « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis l'espace sécurisé du site

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



05 JAN 2026

#### Engagement du déclarant

www.impots.gouv.fr. La déclaration doit être validée pour être prise en compte. L'absence de déclaration dans les délais prescrits, les inexactitudes ou omissions constatées dans la déclaration sont sanctionnées par l'application de l'amende fiscale prévue à l'article 1729 C du code général des impôts. Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

☒ J'accepte les Conditions Générales d'Utilisation.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



**DEPARTEMENT DES LANDES**

**COMMUNE DE SANGUINET**

## **REHABILITATION DU BATIMENT JULES FERRY**

### **NOTICE DESCRIPTIVE D'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





# Accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)

-----

## 1- RAPPELS

### Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n°94-86 du 26 Janvier 1994
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006
- Décret n°2007-1327 du 11 Septembre 2007
- Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006 (ERP Neufs ou Création) modifié par arrêté du 30 Novembre 2007
- Arrêté du 21 Mars 2007 (ERP existants)
- Circulaire DGUHC n°2007-53 du 30 Novembre 2007

### L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-24 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.**

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

### Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

## 2- OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, au stade du permis de construire, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier de permis de construire.

## 3- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire, le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il fournit tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant une première vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'avis obligatoire de la commission consultative départementale de sécurité d'accessibilité.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



**En fin de travaux** l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-21 à R.111-19-24 du code de la construction et de l'habitation :

*Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux, par un contrôleur technique ou un architecte soumis à l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut être celui qui a signé la demande de permis de construire*

*Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux.*

*Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait pour une personne d'établir une attestation visée à l'article R. 111-19-21 en méconnaissance des conditions fixées à l'article R. 111-19-22. La personne qui a commis cette infraction encourt également la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues aux articles 131-35 et 131-48 du code pénal. La récidive des contraventions est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal.*

## 4- DONNEES CONCERNANT L'OPERATION

### Désignation de l'opération

**Nom de l'opération:**

**REHABILITATION DU BATIMENT JULES FERRY**

**Nature des travaux :**

**REHABILITATION**

**Commune :**

**SANGUINET**

**Classement sollicité auprès de la sous-commission sécurité :**

**Bâtiment A : Salles polyvalente ERP de type L 5<sup>ème</sup> catégorie**

**Bâtiment B : Ecole de musique : ERP de type R 5<sup>ème</sup> catégorie**

**Bâtiment C : Salles polyvalente ERP de type L 5<sup>ème</sup> catégorie**

### OPERATION

Le projet concerne la réhabilitation du bâtiment Jules Ferry

- Salles associatives – Polyvalente
- Ecole de musique
- Salle Associative – Polyvalente
- 

Concernant les locaux accessibles au public → cf plan Architectes

IL POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## 5- ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE ET DU MAITRE D'ŒUVRE

Je soussigné, M. Fabien Lainé ..... **Maître d'ouvrage**,  
m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet  
défini ci-avant.

Date : 05/11/2025

signature



Le Maire  
Fabien Lainé

Je soussigné, M. .... **Maître d'œuvre**,  
m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet ci-  
avant.

Date : .....

signature

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## Annexe à la notice d'accessibilité

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

### PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



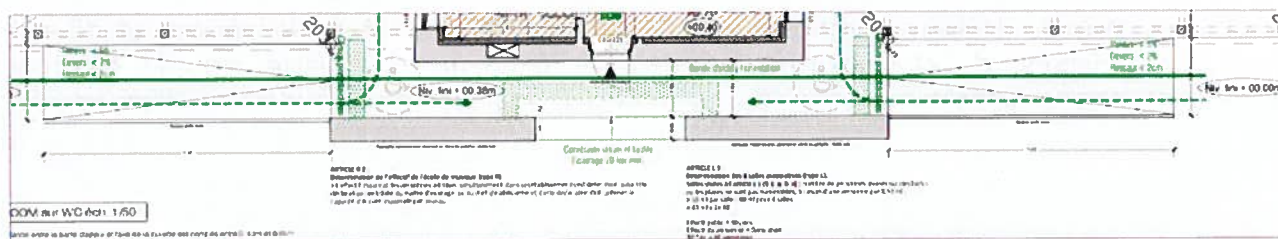


## DISPOSITIONS GENERALES

### • Cheminements extérieurs (article 2 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage, ....)
- Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,...)
- Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)
- Qualité d'éclairage (minimum 20 lux)
- ...

### DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES PREVUES DANS LE CADRE DU PROJET



Le cheminement comporte sur toute sa longueur un repère continu, tactile pour le guidage à l'aide d'une canne blanche, et visuellement contrasté par rapport à son environnement pour faciliter le guidage des personnes malvoyantes.

#### Caractéristiques dimensionnelles

##### 1°) Profil en long

Le cheminement présentera une pente inférieurs à 5 % sur une longueur de 7,60 m

##### 2°) Profil en travers :

##### Largeur de passage

La largeur de la rampe est de 1,98 m libre de tout obstacle afin de faciliter les croisements

##### Dévers

Le cheminement est conçu et mis en œuvre de manière à éviter la stagnation d'eau.

Le dévers sera inférieur ou égal à 2 %.

3°) Espaces de manœuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant : Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est nécessaire en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'usager.

##### Sécurité d'usage

Le sol ou le revêtement de sol du cheminement accessible est non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue.

Les trous et fentes situés dans le sol du cheminement ont une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2 cm.

Le cheminement est libre de tout obstacle.

Concernant les 2 marches isolées situés devant le bâtiment B

- Elle seront contrastées de leur environnement immédiat
- Une bande d'appel de vigilance sera contrastée tactilement et visuellement
- Elle sera positionnée à 50 cm de la première marche en partie haute

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026



### • Stationnement (article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...
- Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol
- Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum
- ...

### NON MODIFIÉ DANS LE CADRE DU PRÉSENT PROJET

### • Accès aux bâtiments (article 4 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- Entrées principales facilement repérables (éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel, ...)
- Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)
- Nature et positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de portes, ...)
- ...

**Le niveau d'accès principal au bâtiment pour les occupants et les visiteurs est accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible existant**

**L'accès est horizontal et sans ressaut**

**Repérage.**

**L'entrée principale du bâtiment est facilement repérables et détectables par des éléments architecturaux ou par un traitement utilisant des matériaux différents ou visuellement contrastés.**

**Atteinte et usage**

**Les systèmes de communication entre le public et le personnel ainsi que les dispositifs de commande manuelle mis à la disposition du public répondent aux exigences suivantes :**

- ils sont situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ;
- ils sont situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m ;
- ils sont repérables et détectables

**Le système d'ouverture des portes est utilisable en position « debout » comme en position « assis ».**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

### • Accueil du public (article 5 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable
- Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)
- ...

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



**Lorsque des usages tels que lire, écrire ou**

**utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes :**

- une hauteur maximale de 0,80 m ;
- un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et



**0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.**

**• Circulations intérieures horizontales** (article 6 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)*
- ...

**Les circulations intérieures horizontales respecteront :**

- **largeur minimale de 1,40 m**
- **pas de pente au niveau de la circulation**

**• Circulations verticales** (article 7 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

**• Escaliers**

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 150 lux)*
- ...

**Concernant l'escalier de l'école de musique**

**En haut de l'escalier et sur chaque palier intermédiaire, un revêtement de sol permet l'éveil à la vigilance à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile.**

**La première et la dernière marche sont pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 0,10 m, visuellement contrastée par rapport à la marche sur au moins 0,10 m de hauteur.**

**Les nez de marches répondent aux exigences suivantes :**

- **être contrastés visuellement par rapport au reste de l'escalier sur au moins 3 cm en horizontal ;**
- **être non glissants.**

**Les mains courantes répondront aux exigences suivantes**

- **être située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m mesurée depuis le nez de marche.**
- **se prolonger horizontalement de la longueur d'une marche d'un giron au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales ;**
- **être continue, rigide et facilement préhensible.**
- **être différenciée de la paroi support grâce à un éclairage particulier ou un contraste visuel**

**• Ascenseurs**

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire*
- ...

**SANS OBJET, effectif public de l'étage < 50 personnes**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

9 5 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles







Pour les portes à 2 vantaux la largeur nominale minimale du vantail couramment utilisé est de 0,90 m, correspondant à une largeur de passage utile de 0,83 m

La largeur minimale des portes sera de 0,90 m.

Les poignées des portes seront facilement préhensibles et manœuvrables

L'extrémité des poignées de portes sera située à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de paroi

### • Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande (article 11 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes (contraste visuel, signalisation,...)
- Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des lavabos; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier
- Caractéristiques minimales à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler
- Information sonore doublée par une information visuelle
- ...

#### Concernant les salles polyvalentes

Un équipement ou un élément de mobilier au moins par groupe d'équipements ou d'éléments de mobilier est utilisable par une personne en position « debout » comme en position « assis ».

Pour être utilisable en position « assis », un équipement ou élément de mobilier présente les caractéristiques suivantes :

a) Hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre

obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant :

- pour une commande manuelle ;
- lorsque l'utilisation de l'équipement nécessite de voir, lire, entendre, parler ;

b) Hauteur maximale de 0,80 m et un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant, lorsqu'un élément de mobilier permet de lire un document, écrire, utiliser un clavier.

### • Sanitaires (article 12 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées
- Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur
- Positionnement de la cuvette (hauteur, ...), de la barre d'appui, ...
- Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...
- Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires "Handicapés"
- ...

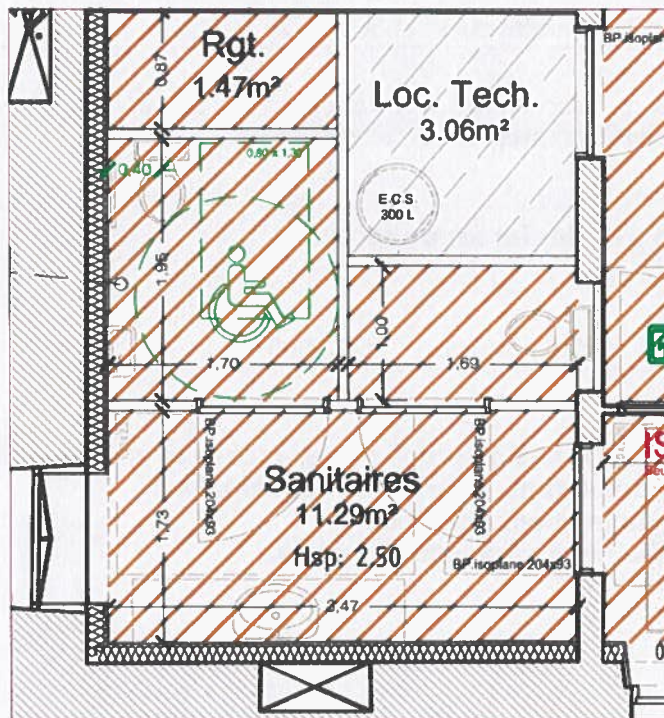
VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles

Concernant le sanitaire PMR suivant de l'école de muïque





**Il comportera, en dehors du débattement de porte, un espace d'usage accessible (0,80 m x 1,30) m à une personne en fauteuil roulant situé latéralement par rapport à la cuvette.**

**Il comportera un espace de manœuvre de 1,50 m de diamètre avec possibilité de demi-toursitué à l'intérieur du cabinet**

**Il présentera les caractéristiques suivantes :**

- un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré
- un lave-mains dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois;
- la surface d'assise de la cuvette située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus
- une barre d'appui latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage. La barre est située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permettent à un adulte de prendre appui de tout son poids ;
- la distance entre l'axe de la cuvette et la barre d'appui est comprise entre 0,40 m et 0,45 m.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

**Un lavabo accessible présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.**

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## **Sorties** (article 13 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

---

- *Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours*
- ...

### **Pas de confusion avec les issues de secours**

## **Eclairage** (article 14 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

---

### **Valeur d'éclairement**

**200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office ;**

**100 lux pour les circulations intérieures horizontales ;**

**20 lux pour le cheminement extérieur**

**150 lux pour l'escalier et équipement mobile.**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





## DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

### • **Établissements recevant du public assis** (article 16 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- *Caractéristiques minimales des emplacements à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- ...

**SANS OBJET**, en l'absence d'équipement fixe

### • **Établissements comportant des locaux d'hébergement** (article 17 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- *Caractéristiques minimales des chambres à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- *Toutes les chambres doivent être adaptées dans le cas d'établissements d'hébergement de personnes âgées ou handicapées*

**SANS OBJET**

### • **Douches et cabines** (article 18 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- *Caractéristiques minimales des cabines et des douches à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles, nature des équipements)*
- ...

**SANS OBJET**

### • **Caisses de paiement disposées en batterie** (article 19 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006)

- *Caractéristiques minimales des caisses de paiement disposées en batterie à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- ...

**SANS OBJET**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



**D E P A R T E M E N T   D E S   L A N D E S**

**COMMUNE DE SANGUINET**

**REHABILITATION DU BATIMENT JULES FERRY**

# **NOTICE DESCRIPTIVE SECURITE INCENDIE**

***Code de la Construction et de l'Habitation art. R. 123-22***

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## **SOMMAIRE**

**A- GENERALITES**

**B- PRINCIPE D'EVACUATION DES PERSONNES HANDICAPEES**

**C – DEMANDE DE DEROGATIONS**

**D- FICHES DESCRIPTIVES**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





## A - GENERALITES

### A1 - OBJET DE LA NOTICE

La présente notice a pour objet de présenter les dispositions constructives prévues dans le cadre de l'opération décrite ci-après, et permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité, prévue par les articles R.111-19-17b) et R.123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation :

#### REHABILITATION DU BATIMENT JULES FERRY

- ☒ Construction d'un nouveau bâtiment / établissement
- ☐ Modification et/ou aménagement d'un bâtiment existant
- ☐ Partiel
- ☐ Total
- ☐ Changement de destination
- ☐ Extension d'un bâtiment existant
- ☐ Modification / Remplacement d'une installation technique (chauffage, ventilation, électricité, SSI, etc..)

### A2 - CARACTERISTIQUES DU PROJET

Le projet concerne la réhabilitation du bâtiment Jules Ferry

- Salles associatives – Polyvalente
- Ecole de musique
- Salle Associative - Polyvalente

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



### **A3 - TEXTES DE REFERENCE - CLASSEMENT**

#### **Code de la Construction et de l'Habitation – Code de l'Urbanisme**

- Loi n°2007-209 du 19 Février 2007 relative à la fonction publique territoriale
- Ordonnance n°2005-1527 du 08 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme
- Décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-1527 du 08 Décembre 2007 modifié par le Décret n°2007-817 du 11 Mai 2007
- Décret n°2007-1327 du 11 Septembre 2007 relatif à la sécurité et l'accessibilité des ERP.

#### **Règlement de Sécurité Incendie - Dispositions Générales**

- Code de la Construction et de l'Habitation - art. R. 123-1 à R. 123-55
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié - Règlement de sécurité incendie dans les ERP - Dispositions générales
- Décret n°92-647 modifié du 8 Juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction.
- Arrêté du 22 Mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrage - abroge l'arrêté du 03 Août 1999 ;
- Arrêté du 21 Novembre 2002 relatif à la Réaction au Feu des produits de construction et d'aménagement – abroge l'arrêté du 30 Juin 1983
- Arrêté du 04 Novembre 1975 modifié par l'arrêté du 1<sup>er</sup> Novembre 1976 portant réglementation de certains matériaux et produits dans les ERP.
- Circulaire du 03 Mars 1982 modifiée et complétée par la circulaire du 30 Décembre 1994 relative aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité incendie.
- Arrêté du 22 Mars 2004 portant approbation de dispositions relatives au désenfumage (Annexe I – modification du règlement de sécurité incendie ; Annexe II – modifications de l'IT 263 ; Annexe III – modifications de l'IT 246)
- Arrêté du 06 Octobre 2004 – Guide d'emploi des isolants combustibles dans les ERP
- Décrets 2008-244 du 07 Mars 2008 - Code du Travail

#### **Règlement de sécurité incendie - Dispositions particulières**

- Arrêté modifié du 16 juillet 2007 ERP de type J

#### **Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité**

- Décret n°95-260 du 08 Mars 1995 modifié
- Circulaire du 22 Juin 1995

#### **Autres Textes**

#### **Code de l'action sociale et des familles**

- Décret n°2007-1344 du 12 Septembre 2007 relatif à la sécurité des établissements médico-sociaux en cas de défaillance du réseau d'énergie (section 5) – art. R.313-31 à R.313-33.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## A4 - CLASSEMENT

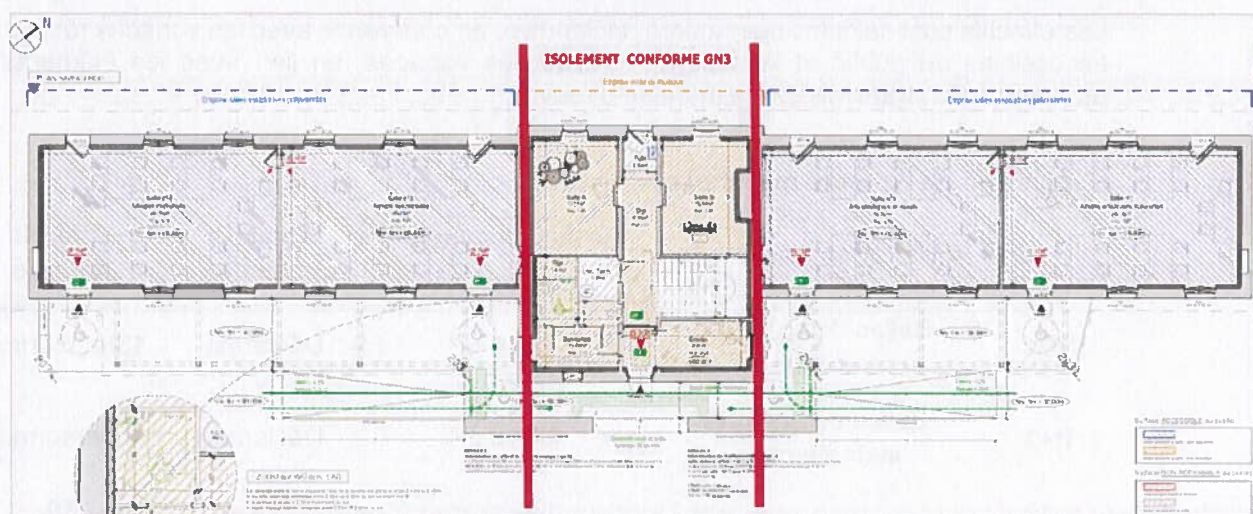
### 4.1 Activité

#### Activité Principale

☐ J ☒ L ☐ M ☐ N ☐ O ☐ P ☒ R ☐ S ☐ T ☐ U ☐ V ☐ W ☐ X ☐ Y  
☐ PA ☐ CTS ☐ SG ☐ OA ☐ REF ☐ PS ☐ GA ☐ EF

#### Activité Principale proposée :

Chaque corps de bâtiment est isolé conformément aux préconisations de l'article GN3 par un mur en maçonnerie



Il est proposé le classement incendie suivant

- Bâtiment A comprenant les salles 3 et 4 : Salles associatives polyvalente : ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie de type L
- Bâtiment B : Ecole de musique : ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie avec activité R
- Bâtiment A : Salles associatives polyvalente comprenant les salles 1 et 2 : ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie de type L

### 4.2 Effectif théorique

#### Bâtiment A

Salles d'activité 1 et 2 ouverte au public : 57 m<sup>2</sup> par salle

Calcul proposé

- 1 personne par m<sup>2</sup> de surface accessible au public soit **114 personnes au titre du public**

#### Bâtiment B

Ecole de musique : effectif sur déclaration maîtrise d'ouvrage

Ci-après extrait de la déclaration

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





## DÉCLARATION D'EFFECTIF MAXIMAL ADMISSIBLE PAR NIVEAU

**Opération : Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry – Création d'une école de musique**

**Adresse de l'opération : 47 avenue des Grands Lacs – 40460 SANGUINET**

**Type d'établissement : ERP de type R – Établissement d'enseignement**

**Catégorie ERP : 5<sup>e</sup> catégorie**

**Référence : Permis de construire – Octobre 2025**

Conformément aux dispositions de l'article R.123-5 du Code de la construction et de l'habitation, et en lien avec l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité dans les établissements recevant du public, la présente déclaration fixe l'effectif maximal admissible simultanément dans l'établissement concerné.

Les effectifs sont calculés de manière déclarative, en cohérence avec les surfaces réellement accessibles au public et les usages prévus des espaces, en lien avec les éléments de programmation transmis par la maîtrise d'œuvre.

**Répartition de l'effectif maximal par niveau :**

Niveau	Affectation des locaux	Surface accessible (m²)	Mode de calcul	Effectif déclaré
RDC	Salles de solfège / accueil	76,94 m²	Déclaratif	13 personnes
R+1	Salles de pratique instrumentale	64,10 m²	Déclaratif	6 personnes
Total		141,04 m²		19 personnes

Cette déclaration est destinée à être annexée au dossier spécifique « Sécurité – Accessibilité » du permis de construire, conformément à l'article R.431-30 du Code de l'urbanisme.

**Bâtiment C**

Salles d'activité 1 et 2 ouverte au public : 56 m² par salle

Calcul proposé

- 1 personne par m² de surface accessible au public soit **112 personnes au titre du public**

**PROPOSITION DE CLASSEMENT pour les ERP**

**BATIMENT A : SALLES POLYVALENTE**  
**BATIMENT B : ECOLE DE MUSIQUE**  
**BATIMENT C : SALLES POLYVALENTE**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
L'ARRÊTÉ DU  
ERP de type L - 5<sup>ème</sup> catégorie  
ERP de type R - 5<sup>ème</sup> catégorie  
ERP de type L - 5<sup>ème</sup> catégorie

05 JAN. 2026

Groupement d'exploitation

☐ OUI

☒ NON

L'adjoint délégué,

(art.123-21 : groupement d'exploitation placé sous direction unique)

Sébastien Noailles



#### **A5 – ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE**

☐ Les dispositions constructives du présent projet qui ne permettent pas de respecter les exigences réglementaires font l'objet d'une demande de dérogation en atténuation et sont décrites dans le **chapitre C** de la présente notice

☒ Sans Objet

#### **A6 – UTILISATION EXCEPTIONNELLE DES LOCAUX (GN6)**

L'exploitation des locaux à titre exceptionnel pour une durée limitée dans le temps, autre que celle faisant l'objet de la présente demande, fera l'objet par l'exploitant d'une demande d'autorisation spécifique

☒ Sans Objet

#### **A7 – PRINCIPES D'EVACUATION DES PERSONNES HANDICAPEES (GN8)**

Les solutions retenues pour l'évacuation des personnes présentant un handicap sont décrites dans le **chapitre D** et rappelées de façon synthétique dans le **chapitre B** de façon à assurer la traçabilité définie à l'alinéa 6 de l'article GN8.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## **A9 – ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE**

En vertu de l'article 45 et en application de l'article 4 du décret n°95-260 du 08 Mars 1995 modifié,

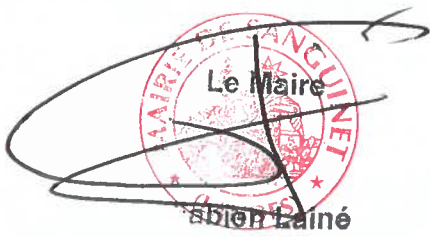
**Le Maître d'ouvrage s'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du Chapitre Ier du titre Ier du Livre Ier du Code de la Construction et de l'Habitation, notamment celles relatives à la solidité.**

Une mission de contrôle technique est confiée par le Maître d'Ouvrage à un organisme de contrôle technique agréé.

La mission de cet organisme comprendra, en particuliers, les missions de base suivantes :

- le contrôle de la Solidité des Ouvrages (mission L)
- la Sécurité des Personnes (mission SEI)
- l'accessibilité aux personnes handicapées (HAND)

Les vérifications techniques seront réalisées par cet Organisme de Contrôle, conformément aux articles GE6 à GE9 du Règlement de Sécurité Incendie (Arrêté du 25.06.1980).

<p><u>Le Maître d'Ouvrage</u></p> <p><i>Fabien Lainé</i></p>	<p><b>VISA</b></p> <p></p>
<p><u>Le Maître d'œuvre</u></p>	

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

*05 JAN* 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## BATIMENT A SALLES POLYVALENTES

### B – PRINCIPE D'EVACUATION DES PERSONNES HANDICAPEES

#### Solutions retenues

- ☐ Espaces d'Attente Sécurisés
- ☐ Concept de Zones protégées
- ☐ Concept de secteurs
- ☐ Augmenter la surface des paliers des escaliers protégés
- ☒ **Espace sécurisé à l'air libre**  
**Accès directement sur l'extérieur pour les personnes à mobilité réduite**
- ☐ Accès aux ascenseurs par un local de refuge

### C –DEMANDE DE DEROGATION

- ☒ Sans Objet

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## D1 – CONSTRUCTION

### 1 – Isolement par rapport aux tiers

ERP à risques particuliers ☐ OUI ☒ NON

Tiers à risques particuliers ☐ OUI ☒ NON

Tiers Contigus ☐ Sans Objet

☒ Parois CF 1H avec le bâtiment B contigu ☐ Parois CF 3 H ☐ Galerie

Tiers en vis-à-vis ☒ Espace libre ☒ > 8m ☐ > 5m ☐ > 4m

Tiers Superposés ☒ Sans Objet

☐ Plancher CF 1 H ☐ Plancher CF 2 H (risque particulier)(H<8m)

☐ Plancher CF 2 H ☐ Plancher CF 3 H (risque particulier)(H>8m)

### 2 – Structures

Bâtiment de plain pied

- pas d'exigence de stabilité au feu des structures

### 3 – Locaux à risques particuliers

#### Locaux à risques moyens :

Les locaux à risques moyens seront isolés par des parois CF 1 heure, des plafonds CF 1h et des portes CF ½ heure munies de ferme-porte :

#### Localisation

SANS OBJET

### 4– Dégagements

#### Bâtiment A : 114 personnes au titre du public

1 sorties de 2UP ouvrant directement vers l'extérieur

1 sorties de 1UP ouvrant directement vers l'extérieur

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





## **D2 – AMENAGEMENTS INTERIEURS**

### Comportement au feu des matériaux :

Les éléments constructifs respecteront les exigences prescrites par les articles AM :

- Les faux-plafonds seront classés M0 (A2 s1 d0)
- Les revêtements de murs seront classés M1 (B s1 d0)
- Les revêtements de sol seront de type PVC collé (M3) et/ou Carrelage (M0), béton quartz
- L'agencement principal sera soit en bois M3 soit classé M2.
- Les revêtements de protection muraux seront classés M2 (C s2 d1) et les mains courantes M3 (D s1 d0)

## **D3 – DESENFUMAGE**

**SANS OBJET**

## **D4 - CHAUFFAGE – VENTILATION**

### **CHAUFFAGE**

L'installation de chauffage respectera les prescriptions des articles CH

### **VENTILATION**

Traitement d'air de confort – Renouvellement d'air hygiénique

Ventilation d'air hygiénique à double flux

Ventilation simple flux

Ventilation naturelles par grilles de ventilation

### **PECS**

Ballon eau chaude avec échangeur et éventuellement de petits cumulus électriques

### **VMC**

VMC pour les locaux à pollution spécifique

L'installation de ventilation respectera les prescriptions des articles CH

## **D5 - INSTALLATIONS GAZ COMBUSTIBLE**

**SANS OBJET**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## D6 - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Les installations seront réalisées conformément aux articles EL et J29 du Règlement de Sécurité, au Décret n°88-1056 du 14 Novembre 1988 modifié et à la norme NF C 15-100.

Source de remplacement ☐ Oui ☒ Non

## D7 - ECLAIRAGE

L'éclairage de sécurité assurera le balisage des issues et dégagements ainsi que l'éclairage d'ambiance des locaux pouvant accueillir plus de 100 personnes (et/ou 50 en sous-sol).

L'éclairage de sécurité sera :

☒ réalisé par des blocs autonomes BAES

☐ sera assuré par une source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs

Source de remplacement

☐ Oui (Groupe Electrogène)

☒ Non

## D8 - ASCENSEURS

**SANS OBJET**

## D9 - INSTALLATIONS DE CUISSON

**SANS OBJET**

## D10 - MOYENS DE SECOURS

### 9.1 Extinction

RIA	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
COLONNES SECHES	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
COLONNES HUMIDES	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
SPRINKLER	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
APPAREILS MOBILES	<input checked="" type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Dispositions prévues :

Appareils mobiles

Extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres : 1 appareil pour 200 m<sup>2</sup> et distance à parcourir inférieure à 15 mètres).

Il sera prévu des extincteurs appropriés aux risques pour les locaux techniques et installations électriques.

**9.2 Système de Sécurité Incendie**

**BÂTIMENT A**

Il sera prévu un Système de Sécurité Incendie ☐ OUI ☒ NON  
De Catégorie ☐ A ☐ B ☐ C ☐ D ☒ E  
Avec un Equipement d'Alarme de type ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☒ 4

**Principe général :**

- déclencheurs manuels près des issues
- diffusion de l'alarme générale sélective

**9.3 Alerte**

- ☐ Ligne Téléphonique directe reliée à un centre de traitement de l'alerte des sapeurs-pompiers  
☒ Téléphone urbain fixe  
☐ Avertisseur d'incendie Public/Privé  
☐ Autre dispositif nature :

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## BATIMENT B ECOLE DE MUSIQUE

### B – PRINCIPE D'EVACUATION DES PERSONNES HANDICAPEES

#### **Solutions retenues**

- ☐ Espaces d'Attente Sécurisés
- ☐ Concept de Zones protégées
- ☐ Concept de secteurs
- ☐ Augmenter la surface des paliers des escaliers protégés
- ☒ **Espace sécurisé à l'air libre**  
**Accès directement sur l'extérieur pour les personnes à mobilité réduite**
- ☐ Accès aux ascenseurs par un local de refuge

### C –DEMANDE DE DEROGATION

- ☒ Sans Objet

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## D1 – CONSTRUCTION

### 1 – Isolement par rapport aux tiers

ERP à risques particuliers ☐ OUI ☒ NON

Tiers à risques particuliers ☐ OUI ☒ NON

Tiers Contigus ☐ Sans Objet

☒ Parois CF 1 H avec les bâtiment A et C contigus

☐ Parois CF 3 H ☐ Galerie

Tiers en vis-à-vis ☒ Espace libre ☒ > 8m ☐ > 5m ☐ > 4m

Tiers Superposés ☒ Sans Objet

☐ Plancher CF 1 H ☐ Plancher CF 2 H (risque particulier)(H<8m)

☐ Plancher CF 2 H ☐ Plancher CF 3 H (risque particulier)(H>8m)

### 2 – Structures

Bâtiment de plain pied

- pas d'exigence de stabilité au feu des structures

### 3 – Locaux à risques particuliers

#### Locaux à risques moyens :

Les locaux à risques moyens seront isolés par des parois CF 1 heure, des plafonds CF 1h et des portes CF ½ heure munies de ferme-porte :

#### Localisation

Local Rangement du R+1

Local TGBT du Rez-de-chaussée

Local Technique du Rez-de-chaussée

### 4 – Dégagements

#### Bâtiment B : effectif 19

1 sorties de 1UP ouvrant directement vers l'extérieur

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





## D2 – AMENAGEMENTS INTERIEURS

### Comportement au feu des matériaux :

Les éléments constructifs respecteront les exigences prescrites par les articles AM :

- Les faux-plafonds seront classés M0 (A2 s1 d0)
- Les revêtements de murs seront classés M1 (B s1 d0)
- Les revêtements de sol seront de type PVC collé (M3) et/ou Carrelage (M0), béton quartz
- L'agencement principal sera soit en bois M3 soit classé M2.
- Les revêtements de protection muraux seront classés M2 (C s2 d1) et les mains courantes M3 (D s1 d0)

## D3 – DESENFUMAGE

**SANS OBJET**, plancher bas du dernier niveau < 8 m  
Escalier non encloisonné

## D4 - CHAUFFAGE – VENTILATION

### CHAUFFAGE

L'installation de chauffage respectera les prescriptions des articles CH

### VENTILATION

Traitement d'air de confort – Renouvellement d'air hygiénique

Ventilation d'air hygiénique à double flux  
Ventilation simple flux  
Ventilation naturelles par grilles de ventilation

### PECS

Ballon eau chaude avec échangeur et éventuellement de petits cumulus électriques

### VMC

VMC pour les locaux à pollution spécifique

L'installation de ventilation respectera les prescriptions des articles CH

## D5 - INSTALLATIONS GAZ COMBUSTIBLE

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

**SANS OBJET**

05 JAN. 2026

## D6 - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Les installations seront réalisées conformément aux articles EL et J29 du Règlement de Sécurité, au Décret n°88-1056 du 14 Novembre 1988 modifié et à la norme NF C 15-100.

Source de remplacement ☐ Oui ☒ Non

## D7 – ECLAIRAGE

L'éclairage de sécurité assurera le balisage des issues et dégagements ainsi que l'éclairage d'ambiance des locaux pouvant accueillir plus de 100 personnes (et/ou 50 en sous-sol).

L'éclairage de sécurité sera :

- ☒ réalisé par des blocs autonomes BAES
- ☐ sera assuré par une source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs

Source de remplacement

- ☐ Oui (Groupe Electrogène)
- ☒ Non

## D8 – ASCENSEURS

SANS OBJET

## D9 – INSTALLATIONS DE CUISSON

SANS OBJET

## D10 - MOYENS DE SECOURS

### 9.1 Extinction

RIA	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
COLONNES SECHES	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
COLONNES HUMIDES	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
SPRINKLER	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
APPAREILS MOBILES	<input checked="" type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON

Dispositions prévues :

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



#### Appareils mobiles

Extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres : 1 appareil pour 200 m<sup>2</sup> et distance à parcourir inférieure à 15 mètres).

Il sera prévu des extincteurs appropriés aux risques pour les locaux techniques et installations électriques.

### **9.2 Système de Sécurité Incendie**

#### **BÂTIMENT B**

Il sera prévu un Système de Sécurité Incendie

☐ OUI

☒ NON

De Catégorie

☐ A

☐ B

☐ C

☐ D

☒ E

Avec un Equipement d'Alarme de type

☐ 1

☐ 2

☐ 3

☒ 4

#### **Principe général :**

- déclencheurs manuels près des issues
- diffusion de l'alarme générale sélective

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





## BATIMENT C

### SALLES POLYVALENTES

#### B – PRINCIPE D'EVACUATION DES PERSONNES HANDICAPEES

##### Solutions retenues

- ☐ Espaces d'Attente Sécurisés
- ☐ Concept de Zones protégées
- ☐ Concept de secteurs
- ☐ Augmenter la surface des paliers des escaliers protégés
- ☒ **Espace sécurisé à l'air libre**  
**Accès directement sur l'extérieur pour les personnes à mobilité réduite**
- ☐ Accès aux ascenseurs par un local de refuge

#### C –DEMANDE DE DEROGATION

- ☒ Sans Objet

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## D1 – CONSTRUCTION

### 1 – Isolement par rapport aux tiers

ERP à risques particuliers ☐ OUI ☒ NON

Tiers à risques particuliers ☐ OUI ☒ NON

Tiers Contigus ☐ Sans Objet

☒ Parois CF 1H avec le bâtiment B contigu ☐ Parois CF 3 H ☐ Galerie

Tiers en vis-à-vis ☒ Espace libre ☒ > 8m ☐ > 5m ☐ > 4m

Tiers Superposés ☒ Sans Objet

☐ Plancher CF 1 H ☐ Plancher CF 2 H (risque particulier)(H<8m)

☐ Plancher CF 2 H ☐ Plancher CF 3 H (risque particulier)(H>8m)

### 2 – Structures

Bâtiment de plain pied

- pas d'exigence de stabilité au feu des structures

### 3 – Locaux à risques particuliers

#### Locaux à risques moyens :

Les locaux à risques moyens seront isolés par des parois CF 1 heure, des plafonds CF 1h et des portes CF ½ heure munies de ferme-porte :

#### Localisation

SANS OBJET

### 4– Dégagements

#### Bâtiment C : 112 personnes au titre du public

1 sorties de 2UP ouvrant directement vers l'extérieur

1 sorties de 1UP ouvrant directement vers l'extérieur

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## **D2 – AMENAGEMENTS INTERIEURS**

### Comportement au feu des matériaux :

Les éléments constructifs respecteront les exigences prescrites par les articles AM :

- Les faux-plafonds seront classés M0 (A2 s1 d0)
- Les revêtements de murs seront classés M1 (B s1 d0)
- Les revêtements de sol seront de type PVC collé (M3) et/ou Carrelage (M0), béton quartz
- L'agencement principal sera soit en bois M3 soit classé M2.
- Les revêtements de protection muraux seront classés M2 (C s2 d1) et les mains courantes M3 (D s1 d0)

## **D3 – DESENFUMAGE**

**SANS OBJET**

## **D4 - CHAUFFAGE – VENTILATION**

### **CHAUFFAGE**

L'installation de chauffage respectera les prescriptions des articles CH

### **VENTILATION**

Traitement d'air de confort – Renouvellement d'air hygiénique

Ventilation d'air hygiénique à double flux

Ventilation simple flux

Ventilation naturelles par grilles de ventilation

### PECS

Ballon eau chaude avec échangeur et éventuellement de petits cumulus électriques

### VMC

VMC pour les locaux à pollution spécifique

L'installation de ventilation respectera les prescriptions des articles CH

## **D5 - INSTALLATIONS GAZ COMBUSTIBLE**

**SANS OBJET**

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



## D6 - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Les installations seront réalisées conformément aux articles EL et J29 du Règlement de Sécurité, au Décret n°88-1056 du 14 Novembre 1988 modifié et à la norme NF C 15-100.

Source de remplacement ☐ Oui ☒ Non

## D7 - ECLAIRAGE

L'éclairage de sécurité assurera le balisage des issues et dégagements ainsi que l'éclairage d'ambiance des locaux pouvant accueillir plus de 100 personnes (et/ou 50 en sous-sol).

L'éclairage de sécurité sera :

☒ réalisé par des blocs autonomes BAES

☐ sera assuré par une source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs

Source de remplacement

☐ Oui (Groupe Electrogène)

☒ Non

## D8 - ASCENSEURS

**SANS OBJET**

## D9 - INSTALLATIONS DE CUISSON

**SANS OBJET**

## D10 - MOYENS DE SECOURS

### 9.1 Extinction

RIA	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
COLONNES SECHES	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
COLONNES HUMIDES	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
SPRINKLER	<input type="checkbox"/> OUI	<input checked="" type="checkbox"/> NON
APPAREILS MOBILES	<input checked="" type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



Dispositions prévues :

Appareils mobiles

Extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres : 1 appareil pour 200 m<sup>2</sup> et distance à parcourir inférieure à 15 mètres).

Il sera prévu des extincteurs appropriés aux risques pour les locaux techniques et installations électriques.

**9.2 Système de Sécurité Incendie**

**BÂTIMENT C**

Il sera prévu un Système de Sécurité Incendie ☐ OUI ☒ NON

De Catégorie ☐ A ☐ B ☐ C ☐ D ☒ E

Avec un Equipement d'Alarme de type ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☒ 4

**Principe général :**

- déclencheurs manuels près des issues
- diffusion de l'alarme générale sélective

**9.3 Alerte**

☐ Ligne Téléphonique directe reliée à un centre de traitement de l'alerte des sapeurs-pompiers

☒ Téléphone urbain fixe

☐ Avertisseur d'incendie Public/Privé

☐ Autre dispositif nature :

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles





REHABILITATION DU BATIMENT JULES FERRY  
A SANGUINET

Commune de Sanguinet  
Place de la Mairie - 40460 Sanguinet


DOSSIER DE PERMIS DE CONSTRUIRE  
Octobre 2025

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



 <div><b>MATHIEU SOMMIER</b> Architecte Diplômé d'Etat 374 allée du Pescadou - 40460 Sanguinet Mail : architecte@mathieusommier.fr Tél : 06 72 74 60 32</div>	Maître d'Ouvrage	IND	DATE	MODIFICATION	PROJET	Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry			
	Commune de Sanguinet  Place de la Mairie 40460 Sanguinet				DESSIN				
					ORIGINE		ECHELLE	00/00	PC
					REFERENCE		DATE	31/10/2025	
									000



**Commune de Sanguinet**  
Place de la Mairie - 40460 Sanguinet

**Pièces écrites :**

PC4	Notice descriptive.	002
PC39	Notice d'accessibilité	
PC40	Notice de sécurité	


PC1	Plan de situation	003
PC2	Plan de masse - ETAT DES LIEUX et PROJET	004
PC39&40	Plans de niveaux RDC et R+1 - ETAT DES LIEUX	005
PC39&40	Plans de niveaux RDC et R+1 - PROJET	006
PC3	Coupe Transversale	007
PC5	Elévations existantes - ETAT DES LIEUX	008
PC5	Elévations - PROJET	009
PC5	Plan des toitures	010
PC6	Insertion dans le site	011
PC7	Photographie environnement proche	012
PC8	Photographie paysage lointain	013

014 U POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



 <p><b>MATHIEU SOMMIER</b> Architecte Diplômé d'Etat</p> <p>374 allée du Pescadou - 40460 Sanguinet Mail : <a href="mailto:architecte@mathieusommier.fr">architecte@mathieusommier.fr</a> Tél : 06 72 74 60 32</p>	Maître d'Ouvrage	IND.	DATE	MODIFICATION	PROJET	Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry				
	Commune de Sanguinet  Place de la Mairie 40460 Sanguinet				DESSIN					
					ORIGINE		ECHELLE	00/00	PC	001
					REFERENCE		DATE	31/10/2025		











VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

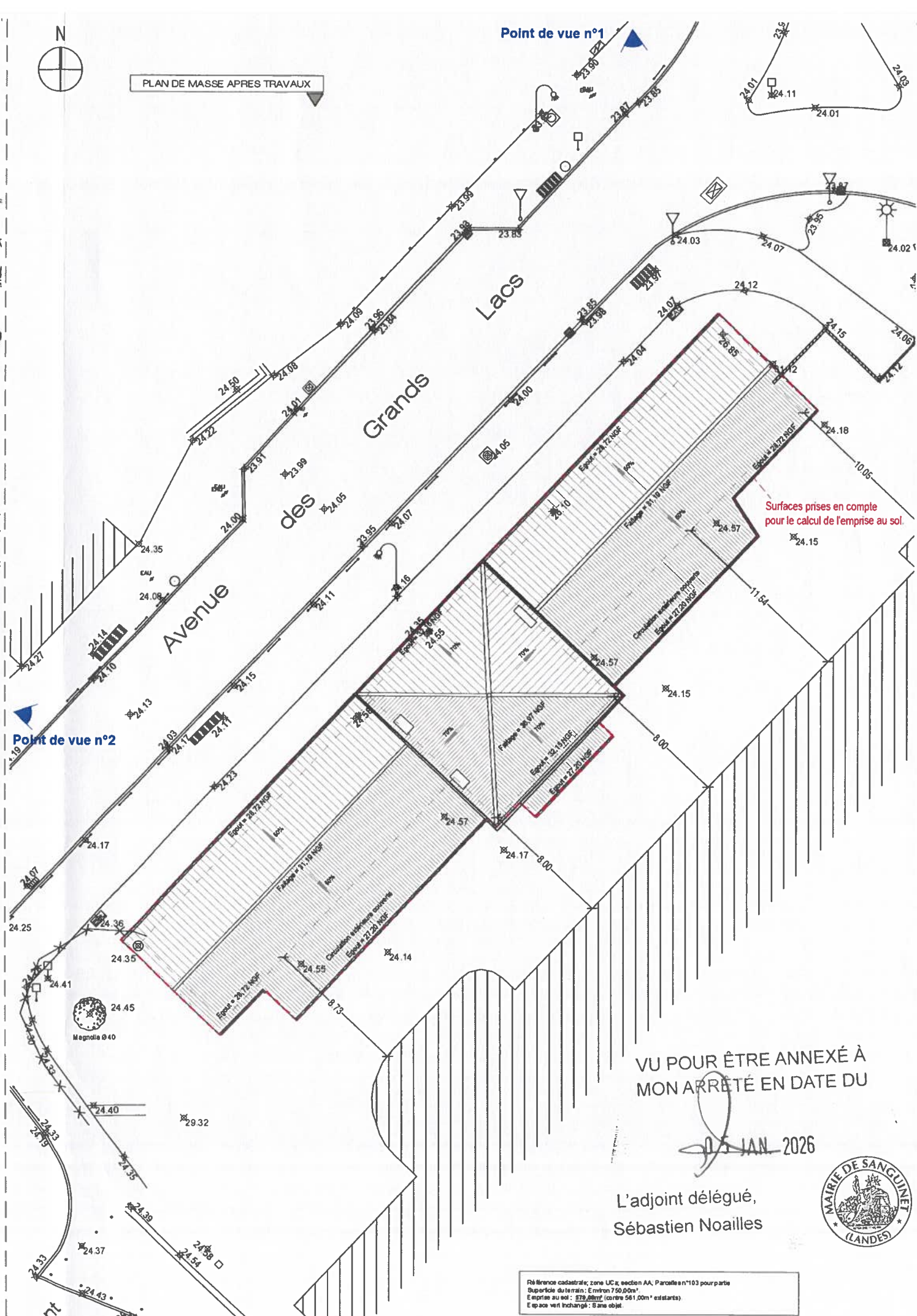
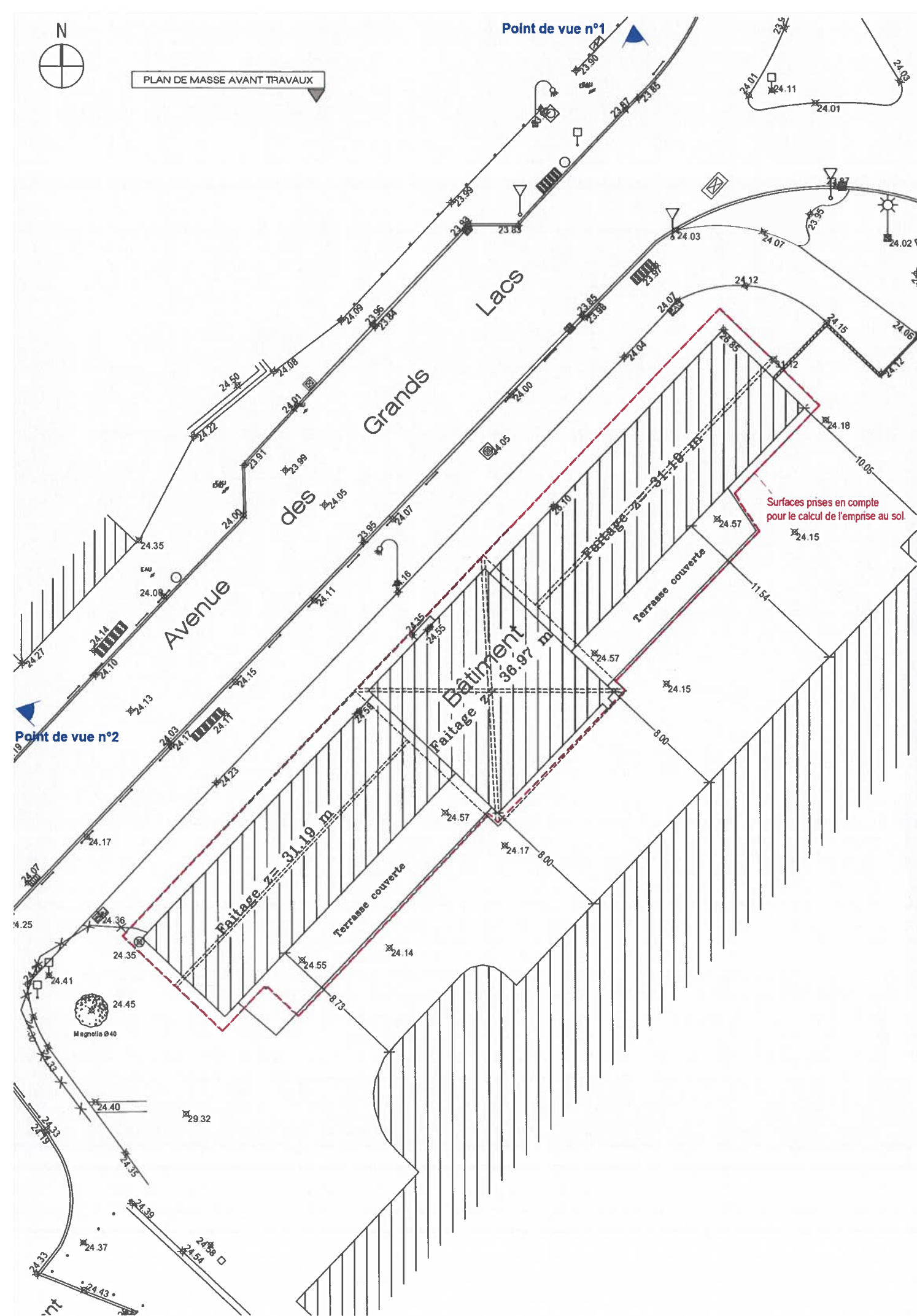
L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



**MATHIEU SOMMIER**  
Architecte Diplômé d'Etat  
374 allée du Pescadou - 40460 Sanguinet  
Mail : architecte@mathieusommier.fr  
Tél : 06 72 74 60 32

Maître d'Ouvrage	IND.	DATE	MODIFICATION	PROJET	Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry			
				DESSIN	PLAN DE SITUATION			
				ORIGINE		ECHELLE	1/2000	PC 1
				REFERENCE		DATE	31/10/2025	
Commune de Sanguinet								003
Place de la Mairie 40460 Sanguinet								





VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



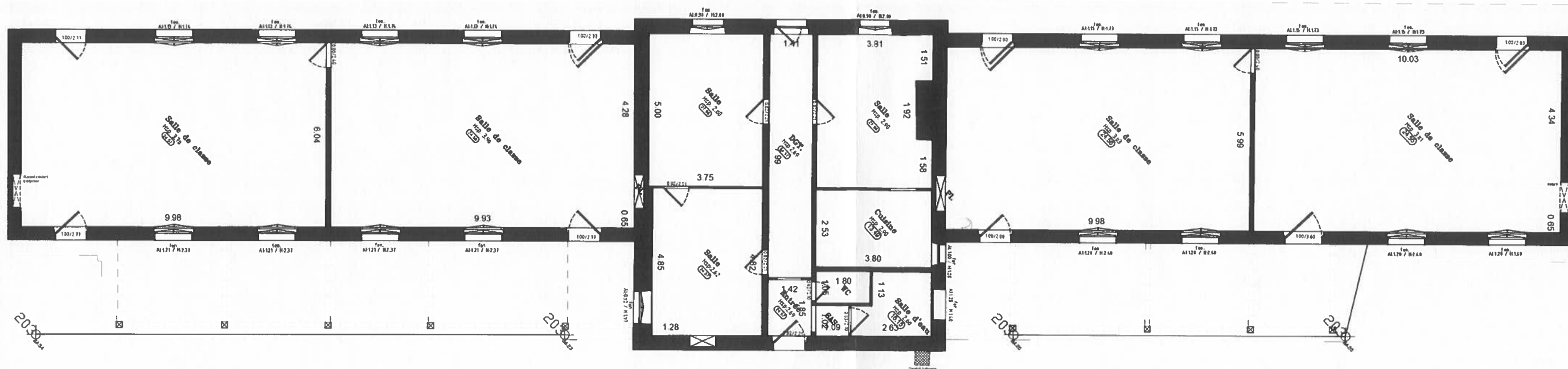
Référence cadastrale: zone UCI, section AA, Parcelles n°103 pour partie  
Superficie du terrain: Environ 750,00m²  
Emprise au sol: 879,00m² (contre 561,00m² existants)  
Espace vert inchangé: 0 m² objet

<div></div> <div><b>MATHIEU SOMMIER</b> Architecte Diplômé d'Etat 374 allée du Pécadieu - 40460 Sanguinet Mail : architecte@mathiesommer.fr Tél : 06 72 74 60 32</div>	Maître d'Ouvrage  Commune de Sanguinet Place de la Mairie 40460 Sanguinet	IND	DATE	MODIFICATION	PROJET	Régénération du bâtiment Jules Ferry		
					DESSIN	PLAN DE MASSE - EDL		
					ORIGINE	ECHAPELLE		
					REFERENCE		DATE	1/100
								PC

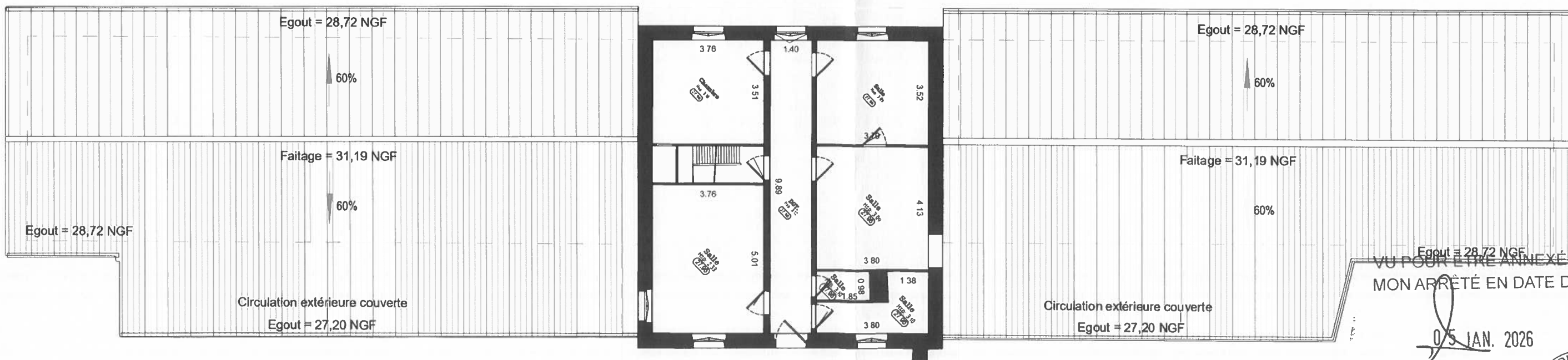




PLAN NIVEAU RDC



PLAN NIVEAU R+1



05 JAN. 2026  
L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



<div></div> <div><b>MATHIEU SOMMIER</b> Architecte Diplômé d'Etat 374 allée du Président - 40460 Sanguinet Mail : architecte@mathieusommer.fr Tel : 06 72 74 60 32</div>	Maitre d'Ouvrage		IND	DATE	MODIFICATION	PROJET	Rénovation du bâtiment Jules Ferry	
	Commune de Sanguinet					DESSIN	PLANS de niveaux RDC et R+1 - EDL	
	Place de la Mairie 40460 Sanguinet					ORIGINE	ECHELLE	1/100
						REFERENCE	DATE	31/10/2025
								<b>PC39&amp;40</b>





REÇU LE

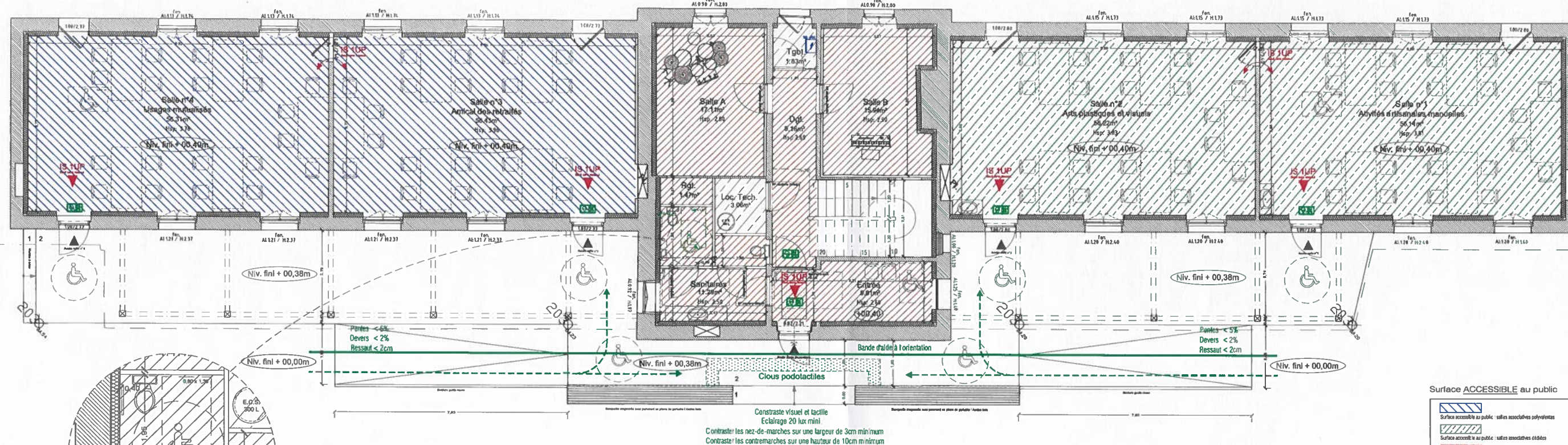
10 DEC. 2025

PLAN NIVEAU RDC

Emprise salles associatives polyvalentes

Emprise école de musique

Emprise salles associatives dédiées



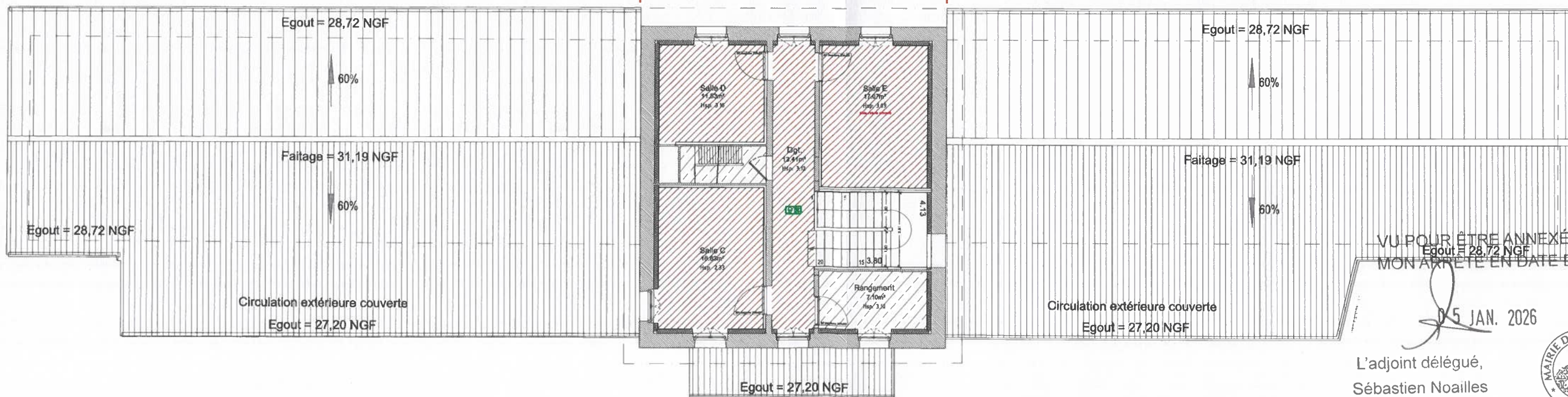
ZOOM sur WC éch. 1/50

La distance entre la barre d'appui et l'axe de la cuvette est comprise entre 0,40m et 0,45m  
H cuvette prolongée comprise entre 0,45m et 0,50m du sol (tobstant inclus)  
H lave-mains au-dessus à 0,85m maximum du sol  
H barre d'appui latérale comprise entre 0,70m et 0,80m du sol

Sanitaire  
11.25

PLAN NIVEAU R+1

Emprise école de musique



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

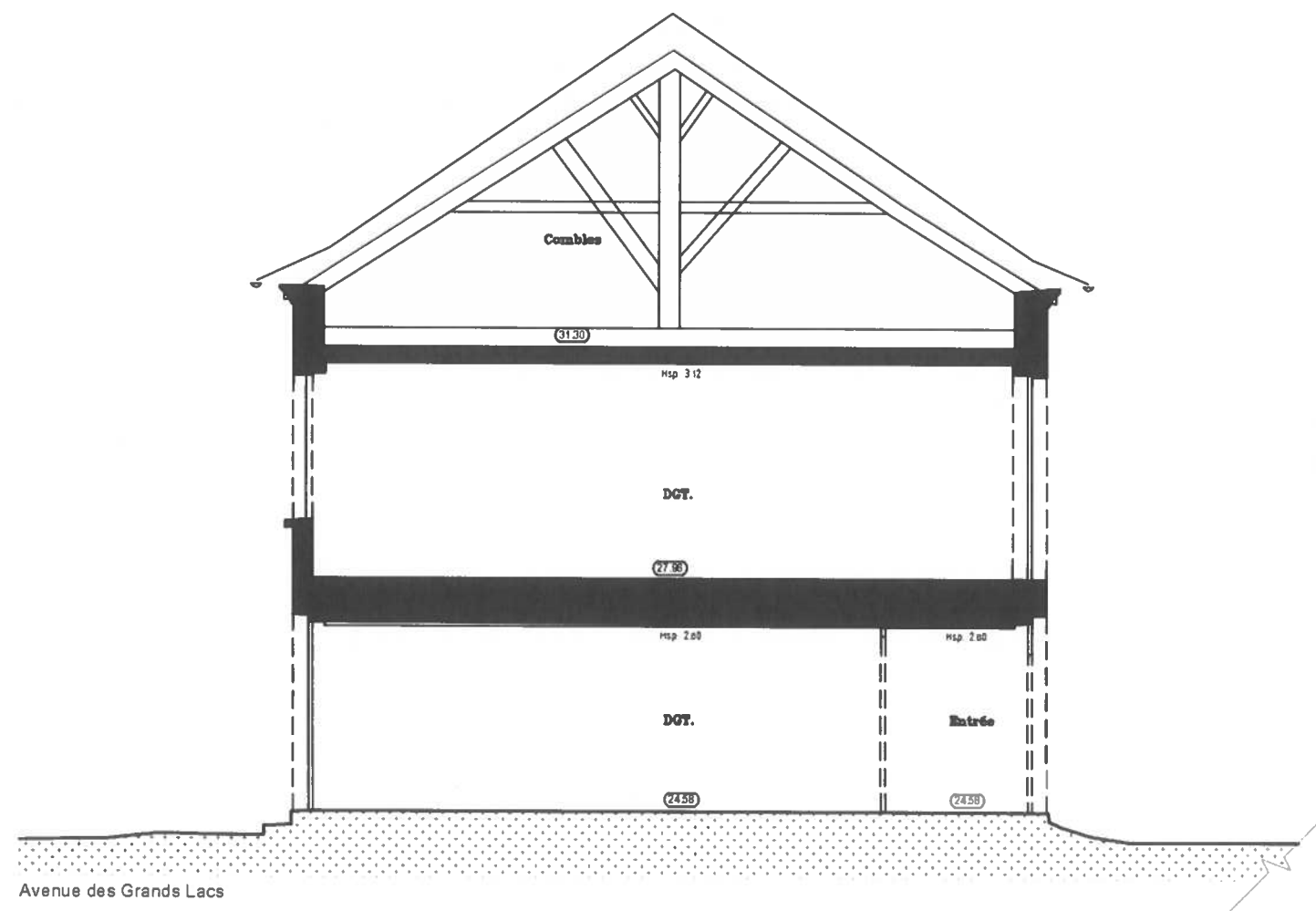
L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



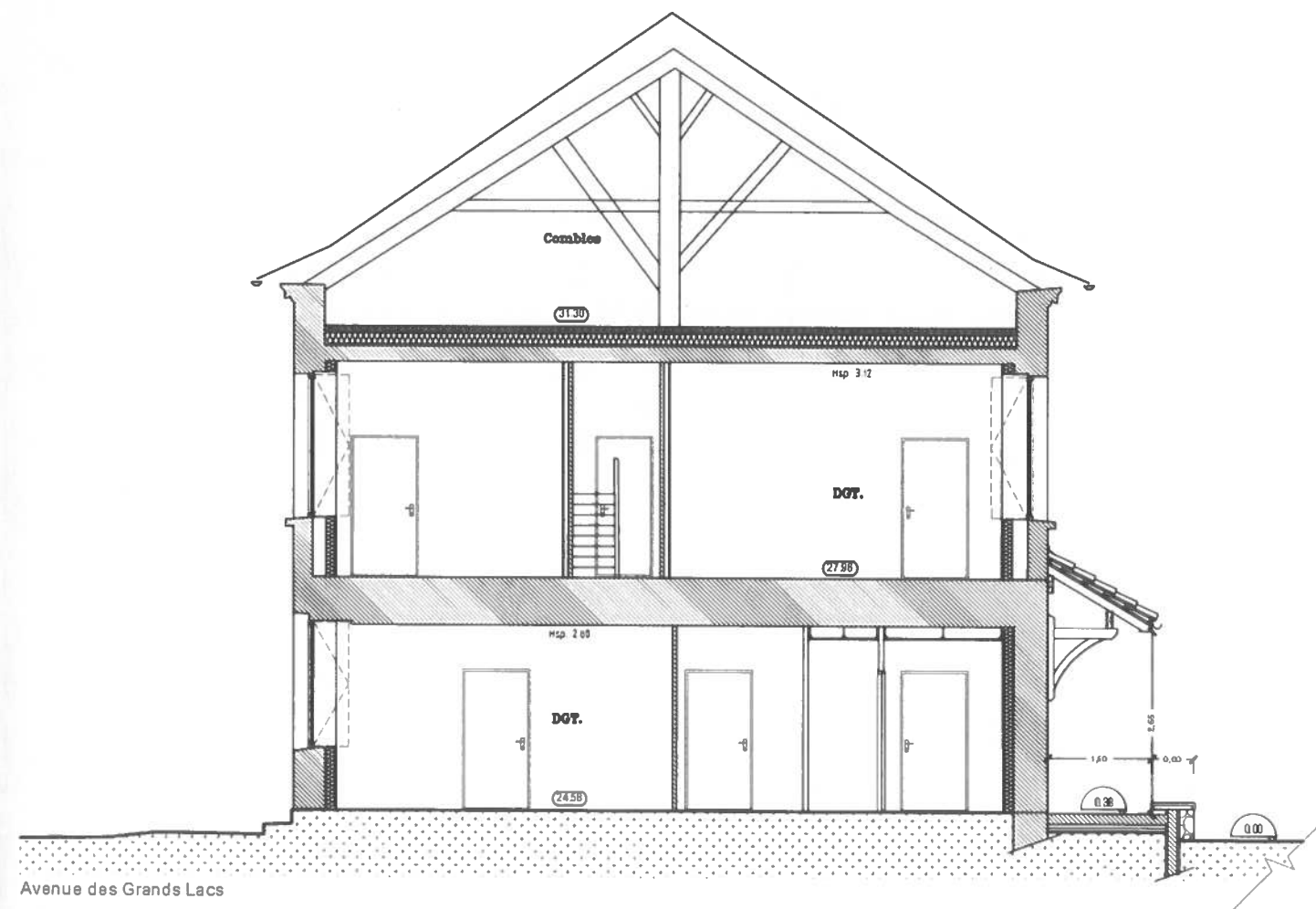
<div></div> <div><b>MATHIEU SOMMIER</b> Architecte Diplômé d'Etat 374 allée du Pascaudou - 40460 Sanguinet Mail : architecte@mathieusommer.fr Tél : 06 72 74 60 32</div>	Maitre d'Ouvrage		IND.	DATE	MODIFICATION	PROJET	Régénération du bâtiment Jules Ferry	PLANS de niveaux RDC et R+1 - PROJET	PC39&40	006
	Commune de Sanguinet					DESSIN				
	Place de la Mairie					ORIGINE				
	40460 Sanguinet					REFERENCE				
						DATE				



COUPE TRANSVERSALE AA - AVANT travaux



COUPE TRANSVERSALE AA - APRES travaux



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



**MATHIEU SOMMIER**  
Architecte Diplômé d'Etat  
374 allée du Pescadou - 40460 Sanguinet  
Mail : architecte@mathieusommier.fr  
Tél : 06 72 74 60 32

Maître d'Ouvrage

Commune de Sanguinet

Place de la Mairie  
40460 Sanguinet

IND. DATE MODIFICATION

PROJET

Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry

DESSIN

PLAN EN COUPE DU TERRAIN

ORIGINE

ECHELLE

1/100

REFERENCE

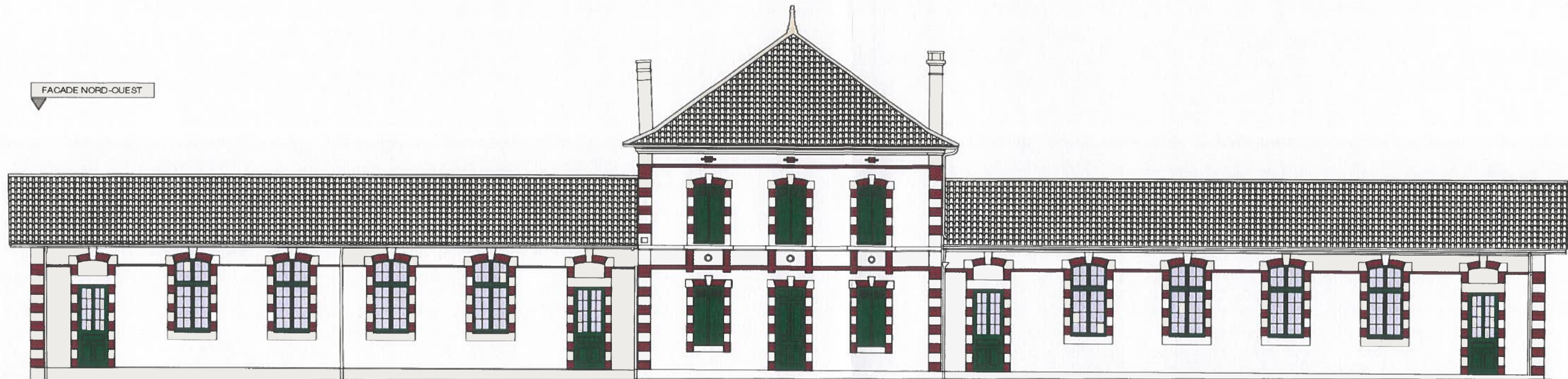
DATE

31/10/2025

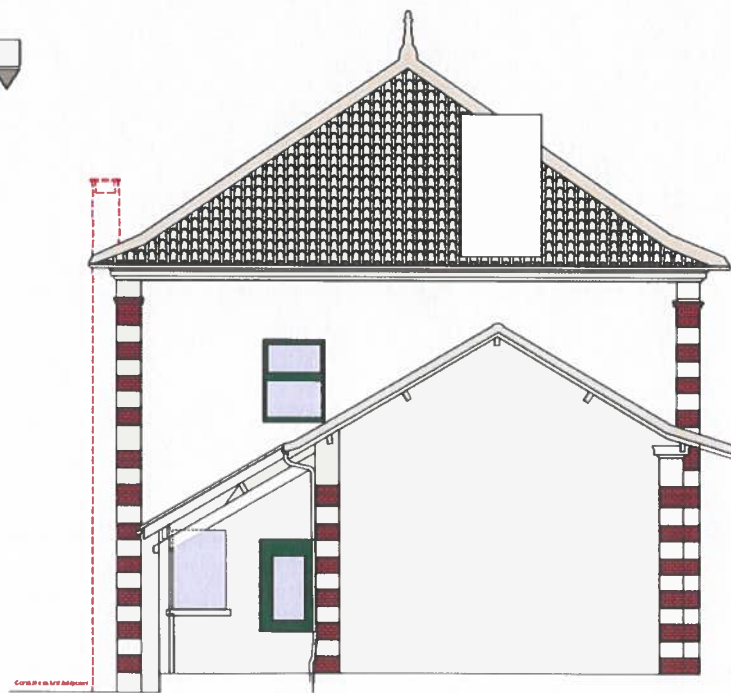
PC 3

007

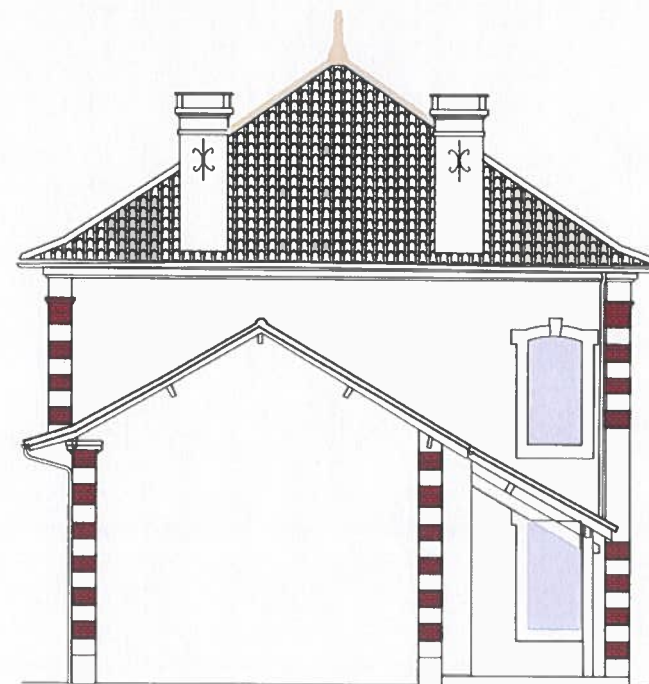
FACADE NORD-OUEST



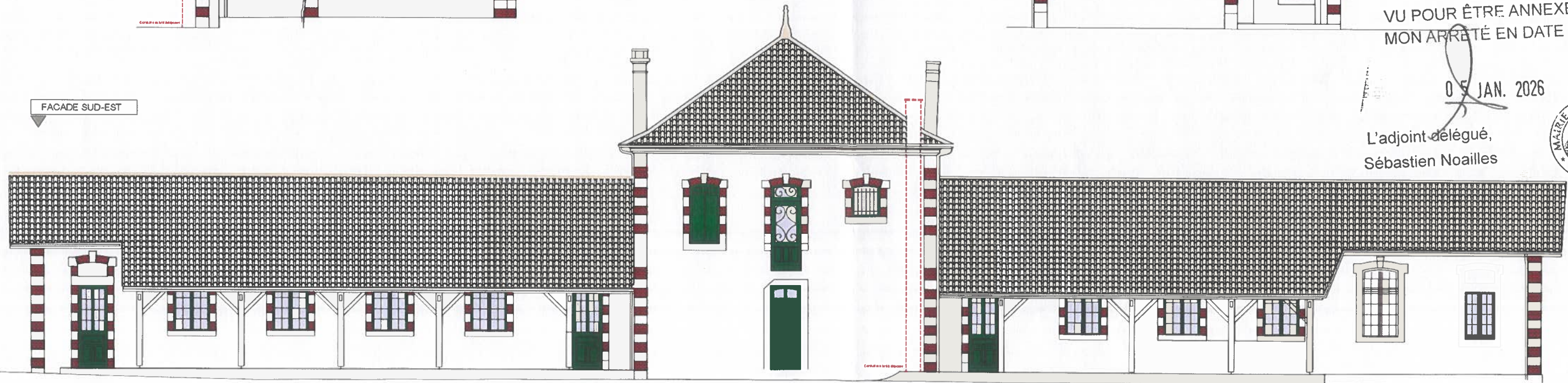
FACADE NORD-EST



FACADE SUD-OUEST



FACADE SUD-EST



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



**MATHIEU SOMMIER**  
Architecte Diplômé d'Etat  
374 allée du Pescadou - 40460 Sangumet  
Mail : architecte@mathieusommer.fr  
Tél. 06 72 74 60 32



Maitre d'ouvrage  
Commune de Sangumet  
Place de la Mairie  
40460 Sangumet

MODIFICATION

DATE

IND

PROJET

DESSIN

ORIGINE

REFERENCE

Rehabilitation du bâtiment Jules Ferry

ELEVATIONS existantes - EDL

ECHELLE

1/100

DATE

31/10/2025

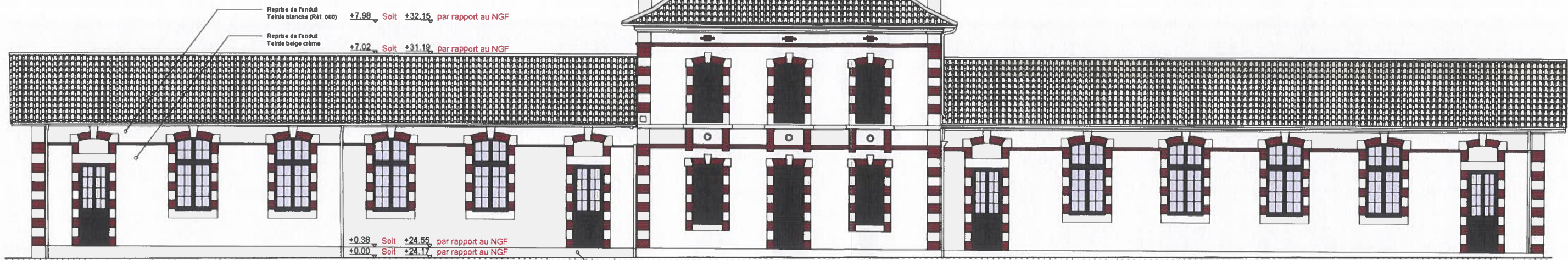
PC5

008



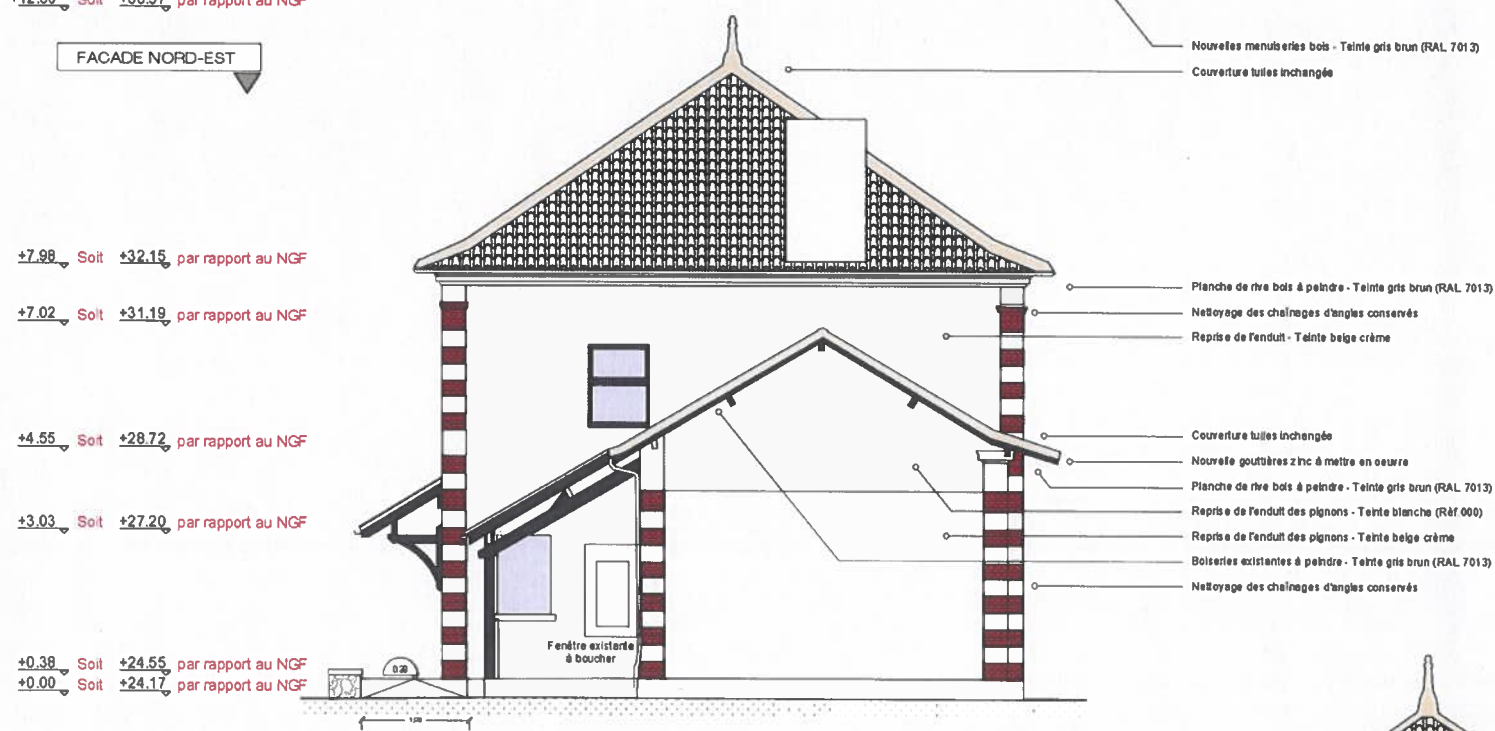
+12.80 Soit ±36.97 par rapport au NGF

FACADE NORD-OUEST



+12.80 Soit ±36.97 par rapport au NGF

FACADE NORD-EST



+7.98 Soit ±32.15 par rapport au NGF

+7.02 Soit ±31.19 par rapport au NGF

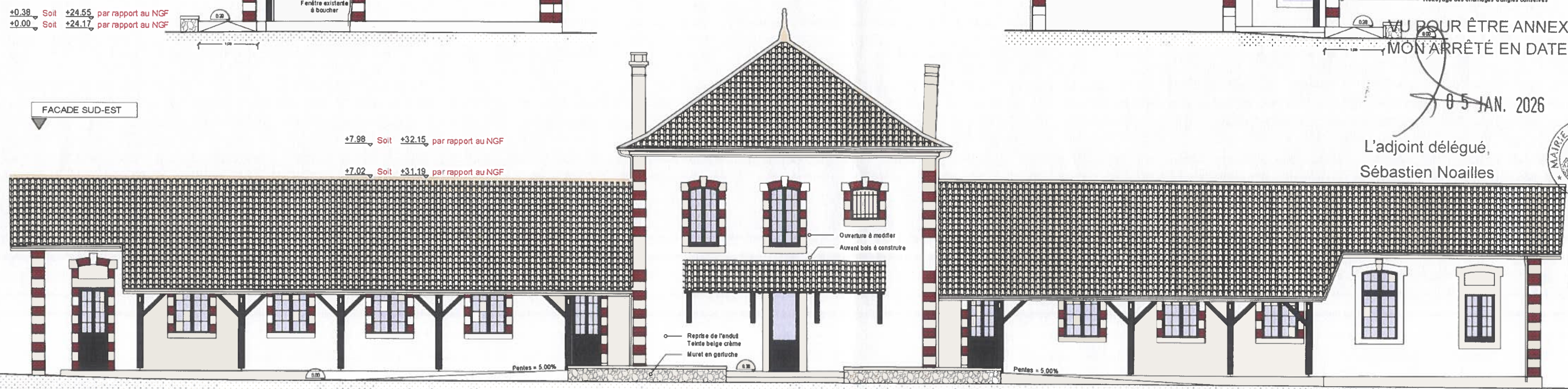
+4.55 Soit ±28.72 par rapport au NGF

+3.03 Soit ±27.20 par rapport au NGF

+0.38 Soit ±24.55 par rapport au NGF

+0.00 Soit ±24.17 par rapport au NGF

FACADE SUD-EST



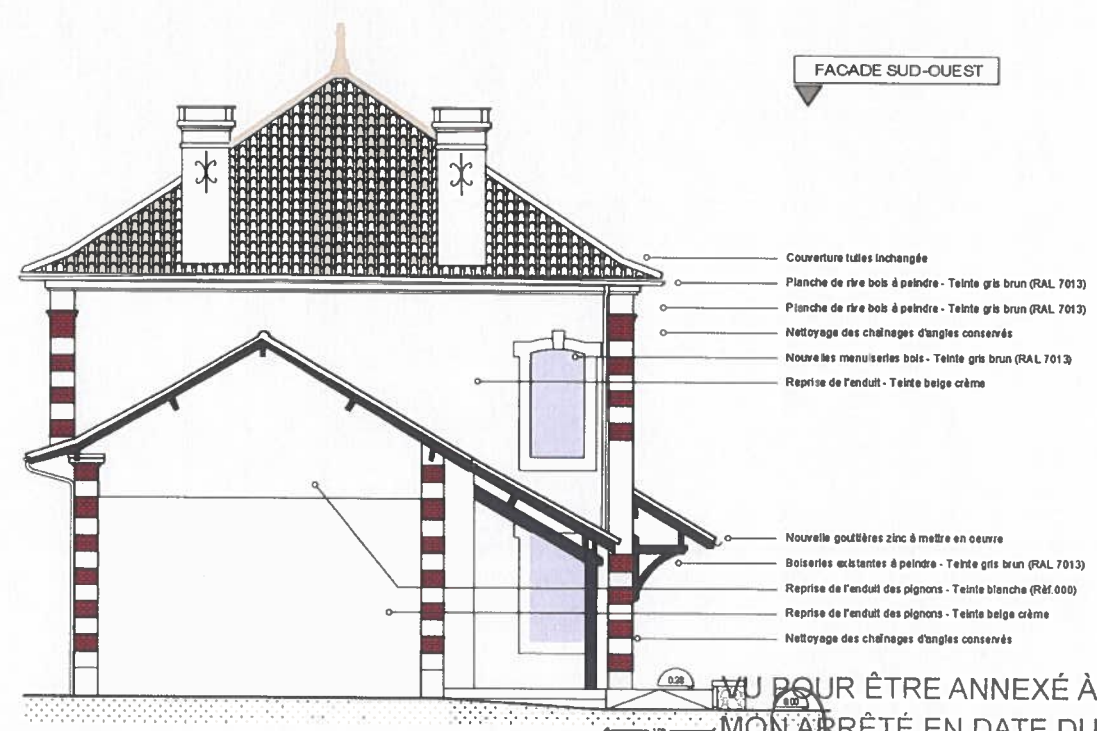
+7.98 Soit ±32.15 par rapport au NGF

+7.02 Soit ±31.19 par rapport au NGF

Pentes = 5.00%

Pentes = 5.00%

FACADE SUD-OUEST



IL VOUS POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

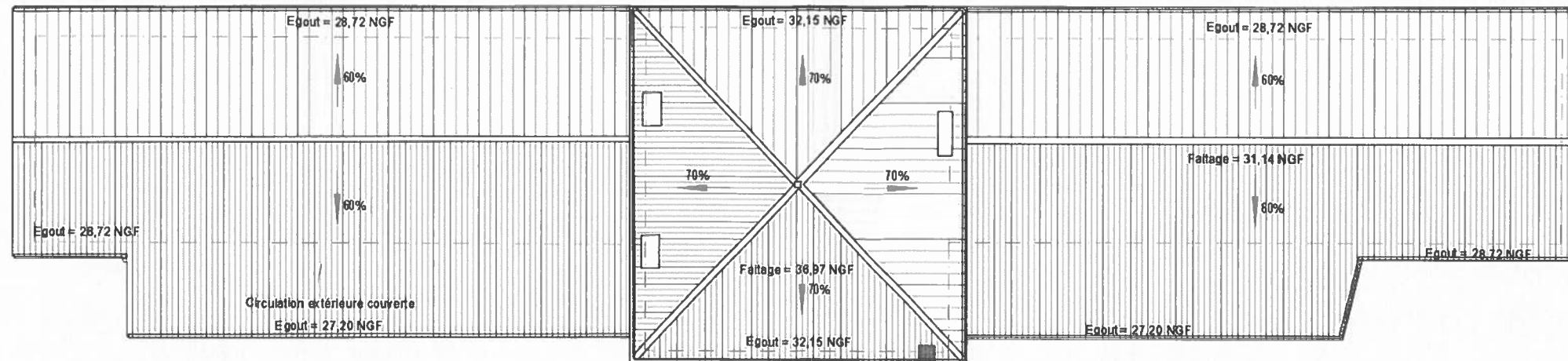
L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



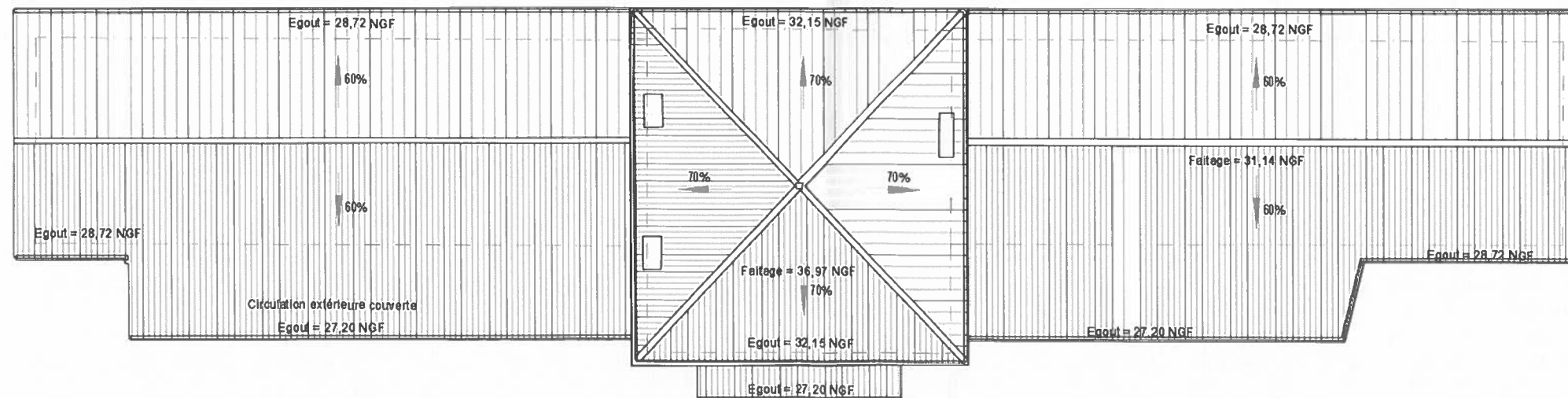
<div></div> <div><b>MATHIEU SOMMIER</b> Architecte Diplômé d'Etat 374 allée du Pécadieu - 40460 Sanguinet Mail : architecte@mathiesomnier.fr Tél : 06 72 74 60 32</div>	Maitre d'Ouvrage		IND.	DATE	MODIFICATION	PROJET		Régénération du bâtiment Jules Ferry		PC5	009
	Commune de Sanguinet					DESSIN		ELEVATIONS Modifiées - PROJET			
	Place de la Mairie 40060 Sanguinet					ORIGINE		ECHELLE 1/100			
						REFERENCE		DATE 31/10/2025			



PLAN DE TOITURE EXISTANT - EDL



## PLAN DE TOITURE - PROJET



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026

L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



**MATHIEU SOMMIER**  
Architecte Diplômé d'Etat

374 allée du Pescadou - 40460 Sanguinet  
Mail : [architecte@mathieusommier.fr](mailto:architecte@mathieusommier.fr)  
Tél : 06 72 74 60 32

Maître d'Ouvrage	IND.	DATE	MODIFICATION	PROJET	Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry				
Commune de Sanguinet				DESSIN	PLAN DE TOITURES - EDL & PROJET				
Place de la Mairie 40460 Sanguinet				ORIGINE		ECHELLE	1/200	PC 5	010
				REFERENCE		DATE	31/0/2025		





PHOTO AVANT TRAVAUX




PHOTO APRES TRAVAUX

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN 2026

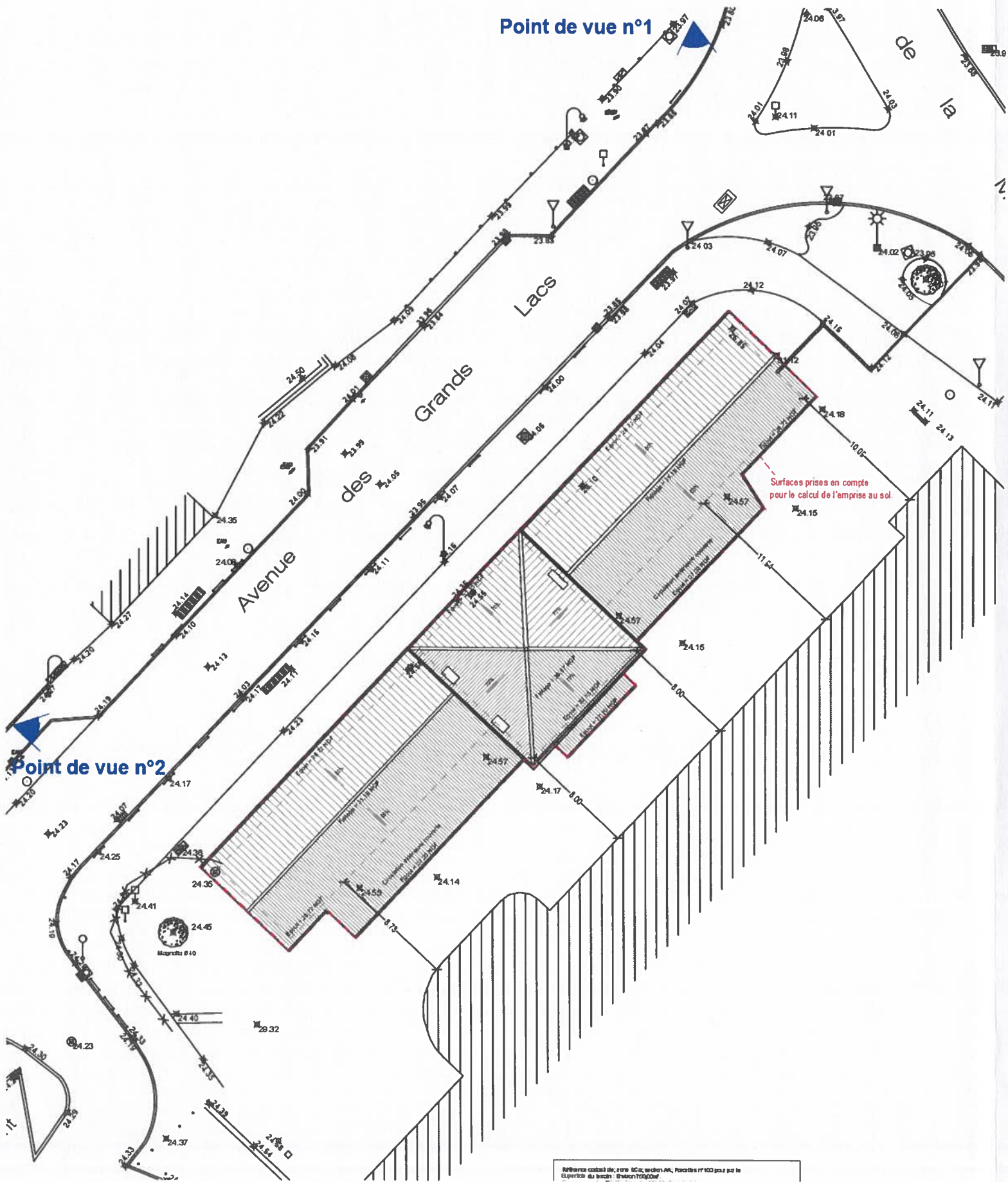
L'adjoint délégué,  
Sébastien Noailles



 <div><b>MATHIEU SOMMIER</b> Architecte Diplômé d'Etat 374 allée du Pescadou - 40460 Sanguinet Mail : architecte@mathieusommier.fr Tél : 06 72 74 60 32</div>	Maître d'Ouvrage			IND.	DATE	MODIFICATION	PROJET				Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry	
	Commune de Sanguinet						DESSIN				INSERTION DANS LE SITE	
	Place de la Mairie						ORIGINE		ECHELLE	0/00	PC 6	011
	40460 Sanguinet						REFERENCE		DATE	31/10/2025		







Photographie n°1 - PC7 - Environnement proche



Photographie n°2 - PC8 - Paysage Lointain



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À  
MON ARRÊTÉ EN DATE DU

05 JAN. 2026



**MATHIEU SOMMIER**  
Architecte Diplômé d'Etat

374 allée du Pescadou - 40460 Sanguinet  
Mail : architecte@mathieusommier.fr  
Tél : 06 72 74 60 32

Maître d'Ouvrage

Commune de Sanguinet

Place de la Mairie  
40460 Sanguinet

IND.

DATE

MODIFICATION

PROJET

Réhabilitation du bâtiment Jules Ferry

DESSIN

PHOTOGRAPHIES DE L'ENVIRONNEMENT PROCHE et DU PAYSAGE LOINTAIN

ORIGINE

ECHELLE

1/100

REFERENCE

DATE

31/10/2025

PC 7&8

012

